



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 139 – 2^{ème} trimestre 2009

SOMMAIRE

1. Synthèse de la conjoncture à Mayotte	4
<i>Le contexte international et national</i>	4
<i>La conjoncture à Mayotte</i>	5
2. Annexes statistiques	11
<i>Note méthodologique</i>	11
<i>Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives</i>	12
<i>Vue d'ensemble</i>	12
<i>Agriculture et aquaculture</i>	13
<i>Industrie agroalimentaire</i>	14
<i>Autres Industries</i>	17
<i>Construction</i>	20
<i>Commerce</i>	22
<i>Services marchands</i>	24
<i>Hôtellerie et Tourisme</i>	26
<i>Les entreprises</i>	27
<i>Investissement</i>	27
<i>Financement</i>	27
<i>Vulnérabilité financière</i>	28
<i>Les ménages</i>	29
<i>Consommation</i>	29
<i>Investissement immobilier</i>	30
<i>Vulnérabilité financière</i>	31
<i>Sélection d'indicateurs macro-économiques</i>	32
<i>Marché de l'emploi</i>	32
<i>Prix à la consommation, salaires et revenus</i>	32
<i>Commerce extérieur</i>	33
<i>Transports</i>	34
Liste des publications	35

SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE À MAYOTTE

1. La conjoncture internationale et nationale du 2^{ème} trimestre 2009

Atténuation de la récession sur l'ensemble des régions du monde

Les indicateurs mondiaux tendent à montrer une décélération de la récession au cours du 2^{ème} trimestre 2009, grâce notamment aux importantes mesures de relance prises au niveau mondial et à l'amélioration des conditions de financement de l'économie. Si les signes d'embellie sont perceptibles sur tous les continents, des incertitudes persistent sur les conditions d'une reprise durable.

Parallèlement, les tensions inflationnistes mondiales, enregistrées à la fin du 1^{er} trimestre 2009, ont diminué rapidement en raison de la faiblesse de l'économie mondiale, de l'augmentation des capacités inutilisées de production et d'effets de base négatifs provenant des hausses de prix des matières premières intervenues l'année dernière.

* * *

Les **Etats-Unis** ont enregistré leur quatrième trimestre consécutif de baisse de leur activité, mais cette fois l'ampleur a été nettement moindre : les premières estimations chiffrent une contraction de l'économie américaine de 1 % au deuxième trimestre 2009 après une baisse de 6,4 % au premier trimestre en rythme annualisé¹. L'atténuation de la récession provient de la contribution positive du commerce extérieur² et de la dépense publique qui a été particulièrement vigoureuse ce trimestre (+5,6 %). Toutefois, les investissements se sont à nouveau repliés et la consommation des ménages, à la différence du premier trimestre, s'est à nouveau contractée, malgré les importantes mesures de soutien à la consommation d'automobiles, pénalisant la croissance de 0,9 point. Sur le marché du travail, les destructions d'emplois se sont poursuivies mais à des rythmes deux fois inférieurs à ceux observés durant la période de novembre à avril³. Pour autant, le taux de chômage a continué de croître et s'est établi à 9,5 % en juillet. Le niveau général des prix s'est replié encore plus fortement qu'au premier trimestre (-1,4 % en juin), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie (-25,5 %). Cependant, hors prix alimentaires et énergie, le taux d'inflation était de 1,7 % en juin. Les taux d'intérêt directs sont restés inchangés dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Le **Japon** est sorti de la récession avec une croissance positive au 2^{ème} trimestre 2009 à 0,9 % en rythme trimestriel, après quatre trimestres consécutifs de baisse (-3,1 % au 1^{er} trimestre 2009). L'archipel a bénéficié des effets du plan de relance du gouvernement sur la demande interne, par le biais notamment d'aides à l'achat de véhicules propres, permettant une légère reprise de la consommation des ménages (0,8 %), mais surtout en raison de la forte hausse de l'investissement public (+8,1 %) qui est venue atténuer les effets de la chute de l'investissement des entreprises. En outre, les exportations japonaises ont de nouveau augmenté (+6,3 %, après -22,5 % au 1^{er} trimestre) sous l'effet de la reprise de la croissance chinoise et des plans de relance d'autres pays, bénéficiant en particulier au secteur de l'électronique grand public. L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de -1,8 % en juin, après -0,3 % en mars). Cependant, le nombre de chômeurs a bondi de plus de 30 % sur un an et le taux de chômage a atteint 5,2 % en mai. Dans ce contexte, la Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif autour de 0,1 %.

Le **Royaume-Uni**, à l'instar des Etats-Unis, a affiché une baisse de son PIB pour le quatrième trimestre consécutif mais à un rythme beaucoup plus lent (-0,8 %, après -2,4 % au 1^{er} trimestre⁴). L'inflation a continué de ralentir et passe en dessous de la barre des 2 % (1,8 % en juin). La Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur à 0,5 % et a procédé à l'achat d'actifs pour un montant de 125 milliards de livres sterling.

La **zone euro** a continué à connaître un rythme de croissance négatif mais l'ampleur de ce dernier s'est nettement atténuée au cours du 2^{ème} trimestre 2009, avec un repli de seulement 0,1 % (après -2,5 % au 1^{er} trimestre 2009). Cette décélération est due aux performances satisfaisantes des deux économies principales de la zone euro, l'Allemagne et la France, qui ont toutes deux affiché une croissance de +0,3 % en rythme trimestriel. Les taux annuels d'inflation ont diminué en juin et juillet (respectivement de -0,1 et -0,7 %), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires ; mais, si

¹ Soit, en rythme trimestriel, un recul de 0,3 % au second trimestre, après -1,6 % au premier trimestre 2009.

² Cependant, la contribution des échanges est positive à cause de la chute des imports, et d'une moindre baisse des exports par rapport aux trimestres précédents.

³ Les pertes d'emplois étaient de -331 000 emplois en moyenne par mois de mai à juillet contre -645 000 par mois pour la période novembre à avril.

⁴ Chiffre révisé par rapport à la précédente estimation d'une contraction de 1,9 %.

l'on exclut ces éléments volatils, les rythmes d'inflation demeurent orientés à la hausse (1,2 % sur un an en juillet). Sur le marché du travail, le taux de chômage des pays de la zone a continué de croître (il atteint 9,4 % de la population active en juin 2009, contre 7,5 % un an auparavant). Enfin, la BCE a laissé inchangé ses taux directeurs, le taux de l'opération principale de refinancement restant fixé à 1 %, son niveau depuis le 7 mai 2009.

La croissance du PIB trimestriel de la **France** redevient positive au 2^{ème} trimestre 2009 (+0,3 %) après quatre trimestres consécutifs de baisse. Ce résultat satisfaisant, inattendu après un premier trimestre en repli de 1,3 %, résulte de la conjonction de deux facteurs : d'une part, la consommation des ménages a continué de se maintenir à un rythme positif et s'est même légèrement accélérée, sous l'effet notamment de la désinflation et des primes à la casse, et, d'autre part, le solde extérieur a contribué fortement à la croissance (+0,9 point) grâce au retour à la hausse des exportations (1 % après -7,1 % au 1^{er} trimestre) et à un nouveau repli des importations. Le redressement de l'industrie manufacturière, et notamment le secteur automobile⁵, a permis un rebond de la production de biens et services. L'investissement des entreprises a continué d'être en repli (-1 %) mais dans une moindre mesure qu'au 1^{er} trimestre (-2,6 %) et les variations de stocks ont continué d'impacter négativement la croissance (pour -0,6 point). Cependant la hausse du chômage, qui s'est confirmée au 2^{ème} trimestre (avec un taux de chômage de 9,4 % en juin), devrait peser sur l'activité. S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation en glissement annuel a été négative pour les mois de mai à juillet (-0,7 % en juillet) en raison des baisses des prix des produits frais et surtout des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente a évolué à la hausse (+2,2 % en juillet après 1,6 % en avril), du fait notamment de l'augmentation saisonnière du prix des services, la baisse du taux de TVA dans les cafés/restaurants n'ayant eu qu'une faible répercussion à la baisse sur les prix.

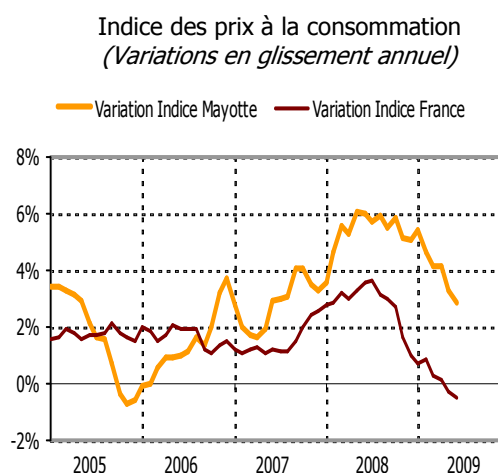
Enfin, la croissance économique dans les **économies émergentes** a évolué de façon disparate. Dans les principaux pays d'Amérique latine, la contraction de l'activité s'est poursuivie mais à des rythmes relativement faibles, tandis que certains pays d'Asie ont continué d'afficher des croissances positives. Le Mexique, contrairement aux autres pays d'Amérique latine, s'est toutefois enfoncé davantage dans la récession, notamment en raison de l'effondrement de ses échanges avec les Etats-Unis, des effets négatifs de la pandémie de la grippe A sur le secteur des services et de la fermeture de plusieurs usines d'automobiles. La Chine, pour sa part, a de nouveau enregistré une hausse de son PIB (7,9 % après 6,1 % au 1^{er} trimestre en rythme annuel⁶), soutenu notamment par la forte hausse de l'investissement public dans les infrastructures. Enfin, les taux d'inflation sont restés négatifs en Chine (-1,7 % en juin en glissement annuel) et ont commencé à légèrement se détendre en Amérique latine (autour de 5 %).

2. La conjoncture à Mayotte

Légère reprise de l'inflation au 2^{ème} trimestre

Après un léger ralentissement de l'indice général des prix à la consommation au précédent trimestre (+0,2 %), les prix à Mayotte ont progressé de 0,5 % entre mars 2009 et juin 2009 ; sur un an, la hausse des prix (+2,9 %) est supérieure à celle de la métropole, mais est en inflexion sensible par rapport à 2008.

Au 2^{ème} trimestre, tous les grands postes sont en hausse (de 0,1 % à 4,7 %). L'augmentation des prix des postes « énergie » et « tabac » est la plus significative (+1,7 % et +4,7 %) alors que celle des « produits alimentaires et boissons » a ralenti par rapport au 1^{er} trimestre (+0,1 % contre +0,7 %), notamment celle des produits frais (-2,9 %).



Source : INSEE

⁵ Le secteur automobile français a, au cours du 2^{ème} trimestre, bénéficié des mesures des plans de relance français mais également allemands (primes à la casse), contribuant ainsi au redressement de la production industrielle et des exportations.

⁶ Soit en rythme trimestriel, une croissance de 1,7 % au 2^{ème} trimestre après 1,5 % au 1^{er} trimestre 2009.

Sur un an, les prix du tabac et des produits alimentaires affichent des progressions importantes (+18,6 % et +6,5 %). Ceux des produits manufacturés et des services aux ménages évoluent également à la hausse (+0,5 % et +2,6 %). Seul le poste « énergie » enregistre une baisse de prix de 0,3 %.

Légère dégradation du déficit de la balance commerciale

Au 2^{ème} trimestre 2009, les importations ont baissé pour le troisième trimestre consécutif, quoique moins fortement qu'aux deux précédents trimestres. Leur valeur atteint plus de 72 millions d'euros, en recul de 3,5 % par rapport au 1^{er} trimestre. Depuis février 2009, on observe une forte baisse du cumul des importations depuis le début de l'année (entre 15 % et 20 %), tendance qui n'avait pas été observée au cours des cinq dernières années.

Les exportations, dont la valeur est structurellement faible (1,2 million d'euros), sont en baisse sur le trimestre (-0,7%), mais restent orientées à la hausse (+14 %) sur un an.

La balance commerciale reste largement déficitaire, avec un taux de couverture des importations par les exportations de 1,7 %.

Reprise des exportations agricoles et aquacoles

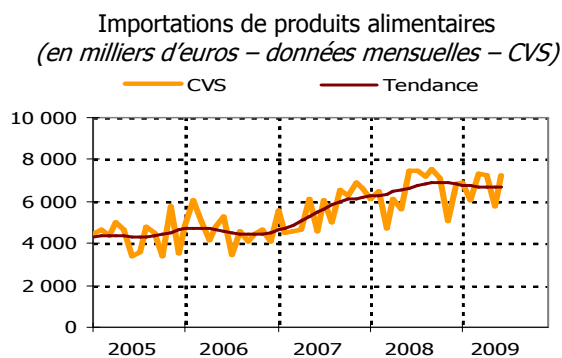
Les statistiques douanières relatives aux exportations agricoles et aquacoles affichent des évolutions positives. Le volume des exportations d'essence d'ylang-ylang atteint près de 830 kilos (en hausse de 50 % par rapport au 1^{er} trimestre), pour une valeur de 71 000 euros. S'agissant des produits aquacoles, 28 tonnes de poissons ont été exportées (soit une progression de 79 % par rapport au 1^{er} trimestre 2009) pour une valeur de 184 000 euros.

Légère reprise de la consommation des ménages, qui reste en retrait sur un an,...

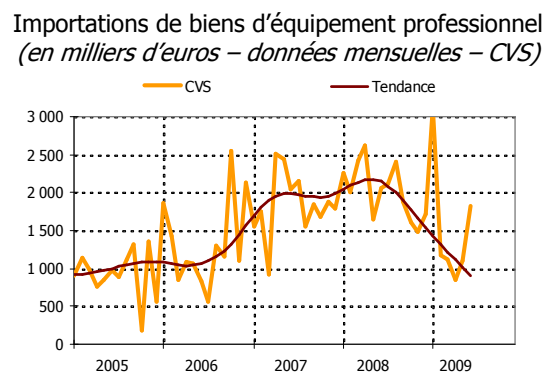
Au 2^{ème} trimestre 2009, la consommation des ménages est orientée à la hausse après une baisse significative au précédent trimestre.

Les importations de biens d'équipement ménager ont fortement progressé en valeur (+106 % après un recul de 43 % au 1^{er} trimestre). Elles sont toutefois en repli de 13 % sur un an. Les importations de produits textiles et de produits alimentaires sont également en hausse, respectivement de 20 % et de 14 % sur le trimestre. Sur un an, les importations de produits alimentaires ont augmenté de 5 % : les importations de riz et de boissons progressent respectivement de 44% et de 8,4 %.

Enfin, le nombre de véhicules particuliers neufs vendus enregistre une forte chute (-21 % sur le trimestre et -37 % en glissement annuel). En tendance, depuis un an, la vente de véhicules de tourisme est nettement orientée à la baisse.



Source : Direction régionale des Douanes



Source : Direction régionale des Douanes

... mais dégradation de l'investissement des entreprises

Tous les indicateurs de l'investissement sont en recul sur l'année.

Les entreprises ont enregistré une baisse de leurs importations de biens d'équipement professionnel de 33 % au 2^{ème} trimestre, après une hausse de 9 % au précédent trimestre. En glissement annuel, ces importations sont en fort recul, de 43 %.

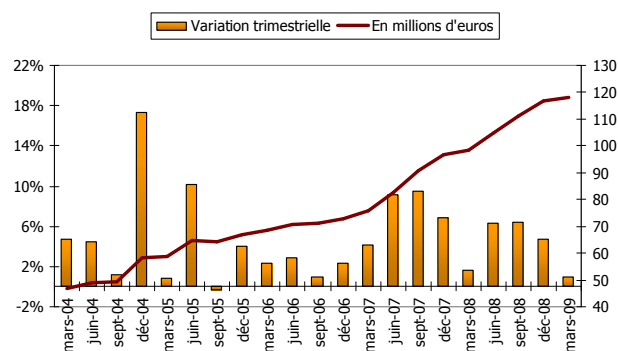
Les ventes de véhicules utilitaires sont stables sur le trimestre, mais en net recul sur un an (39 véhicules vendus contre 72 au 2^{ème} trimestre 2008).

Stabilisation de la progression des encours de crédit

Les encours de crédits octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone) ont progressé de 2,5 % au 1^{er} trimestre 2009⁷ après une hausse de 2,2 % au 4^e trimestre 2008. Ces taux de croissance s'éloignent de ceux observés depuis 2007, généralement supérieurs à 4 % avec des pics dépassant 10 %.

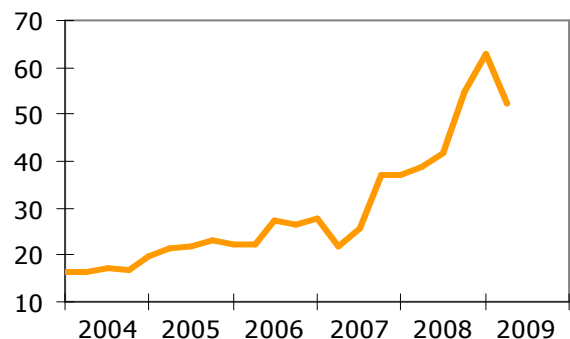
Les concours des banques installées localement aux entreprises progressent faiblement (+0,7 % contre +7,8 % au 4^{ème} trimestre 2008) : les crédits d'exploitation sont en repli (-16 %), mouvement compensé toutefois par la croissance des crédits à l'investissement (+7,8 %). L'évolution des crédits à l'habitat consentis aux ménages est également faible (+1,1 % contre +6 % au 4^{ème} trimestre 2008). Enfin, les crédits à la consommation suivent la même tendance (+0,9 % contre +4,7 % au 4^e trimestre 2008).

Encours bancaires des crédits à la consommation, consentis par les EC⁸



Source : IEDOM

Encours bancaires des crédits à l'exploitation, contractés auprès des EC (en millions d'euros)



Source : IEDOM

Détérioration des indicateurs de vulnérabilité financière des agents économiques

Au 2^{ème} trimestre 2009, les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages continuent de se dégrader. Les incidents de paiement sur chèque sont en forte hausse (+8,5 %). Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'élève à 1 638 en juin, en progression de 5,1 % par rapport à fin mars. Les retraits de carte bancaire progressent de 1 % par rapport au précédent trimestre et de 9 % sur un an.

S'agissant des entreprises, les indices de vulnérabilité connaissent des évolutions contrastées. A fin juin, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en hausse de 7 % par rapport à mars. Les incidents de paiement sur effets (IPE) reculent toutefois de 18,4 % : ils représentent un peu plus de 1 million d'euros contre 1,777 million d'euros à fin mars. Les incidents de paiement pour incapacité de payer (provision insuffisante) - soit plus de 95 % des IPE - ont fortement baissé (-25 %), bien qu'ils soient en forte progression sur un an (+66%). Au 2^{ème} trimestre 2009, le secteur du commerce concentre plus de 80 % du montant des impayés déclarés pour incapacité de paiement.

⁷ A la date de publication du présent bulletin, les statistiques bancaires du 2^{ème} trimestre 2009 n'étaient pas encore disponibles.

⁸ Ensemble des établissements de crédit intervenant à Mayotte (zone et hors zone)

Le **dispositif de médiation du crédit aux entreprises** a été mis en place à Mayotte en novembre 2008. A fin août 2009, sur les 12 entreprises (11 TPE et 1 PME) rencontrant des difficultés de trésorerie et venues à l'IEDOM se renseigner, 9 dossiers ont été déposés dont 5 étaient éligibles au dispositif.

Les évolutions sectorielles et les résultats de l'enquête de conjoncture

Les résultats de l'enquête de conjoncture, visant à recueillir l'opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur activité, font apparaître de grandes disparités selon les secteurs. Globalement, les 69 chefs d'entreprises ayant participé à l'enquête font état d'une accentuation de la baisse de leur courant d'affaires au 2^{ème} trimestre 2009.

Les prévisions relatives à l'activité, à la situation de la trésorerie et aux investissements pour les mois à venir traduisent une dégradation du niveau de confiance des dirigeants d'entreprises. Les intentions d'embauche sont orientées à la baisse : les entreprises anticipent la revalorisation du SMIG intervenue en juillet, qui risque d'alourdir leurs charges et de mettre à mal leur trésorerie d'autant plus que l'allongement des délais de paiement ne semble pas s'arranger. Les chefs d'entreprises évoquent également la recrudescence des incidents de paiement pour insuffisance de provision.

Regain d'activité dans l'industrie

L'industrie agro-alimentaire et les autres industries affichent des soldes d'opinions orientés à la hausse, à l'opposé de ceux exprimés par l'ensemble des chefs d'entreprises. Cette dynamique d'activité a été propice à des recrutements supplémentaires et s'est accompagnée d'un effort d'investissement. La situation de trésorerie ne s'est toutefois pas améliorée dans l'industrie agro-alimentaire, en raison de délais de paiement de plus en plus longs.

Poursuite du ralentissement de l'activité dans le secteur du commerce

Après avoir bénéficié d'une conjoncture favorable ininterrompue pendant plus de trois ans, les professionnels du secteur font état d'une diminution de leur courant d'affaires, et ce pour le troisième trimestre consécutif. La dégradation de l'activité a entraîné une réduction des effectifs et la situation de trésorerie ne s'améliore pas du fait de charges d'exploitation importantes et de l'allongement des délais de paiement. Les professionnels du secteur anticipent toutefois une reprise saisonnière de l'activité au 3^{ème} trimestre, période d'importante consommation liée aux grands mariages et à la rentrée scolaire.

Inquiétudes dans le secteur du BTP

Depuis le 3^{ème} trimestre 2008, le secteur du BTP souffre d'une baisse d'activité. Principal moteur de l'économie mahoraise, ce secteur avait bénéficié d'une période très favorable en 2007 et au 1^{er} semestre 2008 (extension du Centre hospitalier de Mayotte, aménagement du port de Longoni, construction du marché couvert de Mamoudzou, etc.).

Au 2^{ème} trimestre 2009, l'activité s'est dégradée, entraînant une réduction des effectifs, en particulier des emplois saisonniers régis sous la forme de « contrats de chantier ». En dépit des besoins importants d'infrastructures et de logement de la Collectivité et de la signature du 13^{ème} Contrat de projet (550 millions d'euros), les carnets de commandes peinent à se reconstituer. La situation de trésorerie se dégrade (après une nette amélioration au 1^{er} trimestre), vraisemblablement en lien avec l'allongement des délais de paiement et l'alourdissement des charges d'exploitation. Les chefs d'entreprises anticipent une nouvelle baisse de leur activité et des effectifs.

Certains professionnels constatent une légère reprise dans les attributions d'affaires en lien avec le plan de relance du Gouvernement. Sur les 75 millions d'euros consacrés aux économies ultramarines, 15 millions d'euros ont été alloués à Mayotte pour le financement des projets de réhabilitation d'écoles (3,7 millions d'euros) et de routes nationales (5 millions d'euros), des aménagements et équipements touristiques, la résorption de l'habitat insalubre ainsi que la rénovation de la maison d'arrêt de Majicavo.

Un certain attentisme règne dans le secteur de l'immobilier, alors que quelques gros chantiers de promotion (privée) rencontrent des difficultés d'achèvement. Le climat d'incertitude qui pesait sur les projets de défiscalisation est renforcé par les difficultés économiques enregistrées au niveau hexagonal et par une plus grande sélectivité en matière de financement. En revanche, l'activité immobilière se développe sur la petite promotion individuelle. Enfin, les ventes de matériaux de construction à destination des artisans et des particuliers se stabilisent à un niveau satisfaisant.

Morosité dans le secteur des services marchands

Comme l'avaient anticipé les entrepreneurs du secteur des services marchands, l'activité s'est une fois de plus dégradée. Le secteur affiche une détérioration de sa trésorerie du fait de l'allongement des délais de paiement, en particulier ceux des clients publics (communes et collectivité). Les carnets de commandes ne se renouvellent pas. Les prévisions des dirigeants sont orientées défavorablement et laissent présager des baisses d'effectifs et une dégradation de la trésorerie.

Fléchissement de l'activité dans le tourisme

Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie affiche, pour la première fois depuis 2006, un retournement de conjoncture. Pour autant, le niveau d'activité favorable exprimé par les chefs d'entreprises au 1^{er} trimestre a permis à certains (principalement les établissements hôteliers enquêtés) de réaliser des investissements pour la rénovation de leurs locaux.

Le dispositif de médiation du crédit

Le Plan de soutien à l'activité et aux entreprises

En réponse à la crise financière de l'été 2008, le gouvernement a mis en œuvre deux plans :

- ❖ Un Plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, tout en leur offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres. Objectif : éviter l'effondrement du système financier et soutenir la distribution du crédit. Ce Plan a été mis en place avec l'accord de la Commission Européenne et de la Banque Centrale Européenne. Le Gouvernement a demandé des contreparties aux institutions financières en matière d'éthique et de financement de l'économie.
- ❖ Un Plan de soutien à l'activité et aux entreprises, qui se décompose ainsi :
 - Un plan de soutien de 22 milliards d'euros pour assurer le financement des PME ;
 - La mobilisation des services de l'État pour assurer le suivi de la façon dont les banques accordent les prêts ;
 - La création d'un fonds stratégique d'investissement ;
 - L'exonération immédiate et totale de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

La mission de médiation du crédit s'intègre au Plan de soutien à l'activité et porte sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques, dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire.

La mission de médiation du crédit - La lettre de mission du Médiateur national

- ❖ S'assurer du respect des engagements pris par les banques en contrepartie des mesures de soutien dont elles bénéficient, notamment en relation avec les Commissions départementales de suivi ;
- ❖ Ne laisser aucune entreprise, et notamment aucune PME, seule quand elle est confrontée à un problème de financement ;
- ❖ Examiner leur situation de manière concrète en vue de proposer des solutions chaque fois que cela est possible, via le dépôt d'un dossier sur le site <http://www.mediateurducredit.fr> ;
- ❖ Identifier les entreprises nécessitant la mise en œuvre d'une médiation et leur apporter une réponse de proximité en s'appuyant sur les Commissions de suivi mises en place auprès des préfets ;
- ❖ Un correspondant local (Directeur départemental de la Banque de France ou de l'IEDOM) désigné par le Préfet et des personnalités qualifiées pour accompagner la mise en place du dispositif ;
- ❖ Saisir le gouvernement de tous les problèmes majeurs non résolus ;
- ❖ Rendre compte.

2. ANNEXES STATISTIQUES

1. Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).

- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les données quantitatives dont nous disposons ainsi que les résultats de l'enquête de conjoncture pour l'ensemble des secteurs et par secteur sont présentés dans les pages qui suivent.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions se rapportant à l'activité des entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi,...), figurent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années, avec des fréquences mensuelles ou trimestrielles. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectuée à l'aide de moyennes mobiles. Enfin les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

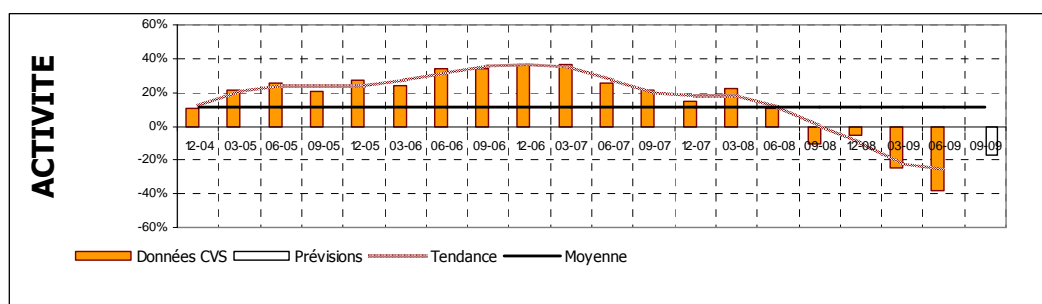
Interprétation des soldes d'opinion

Un solde d'opinion, qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation**, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée, tant que faire se peut, est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

L'histogramme évolue de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Elles ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, l'histogramme établi évolue de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables. A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

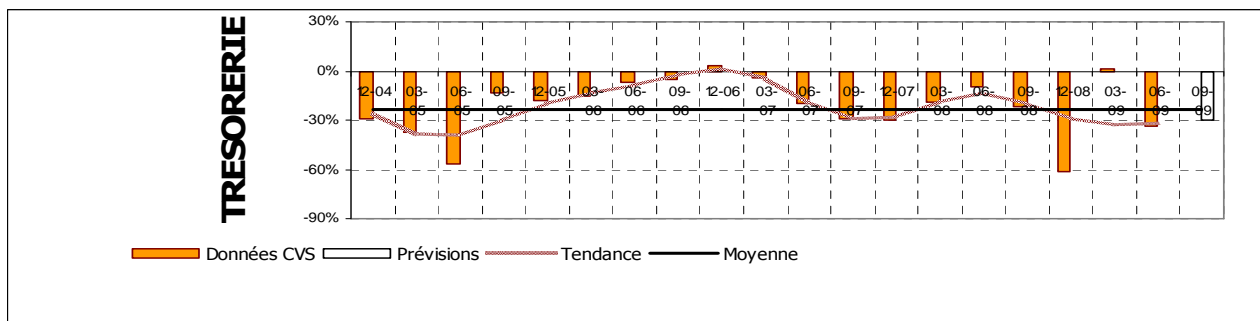
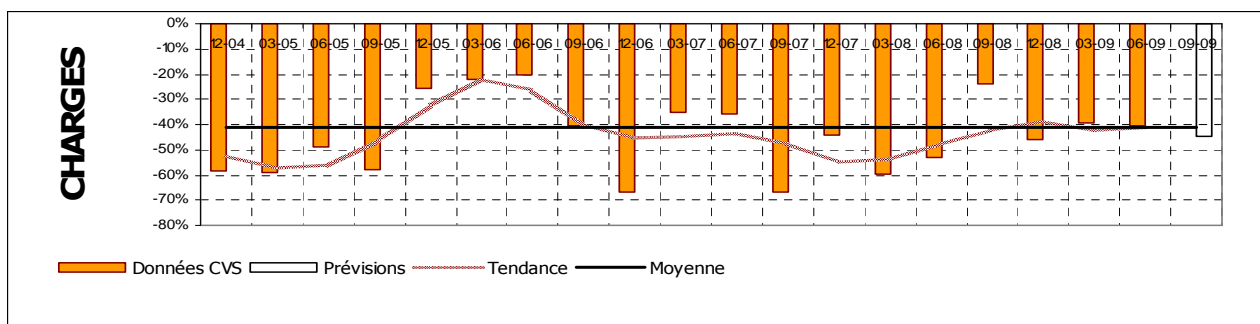
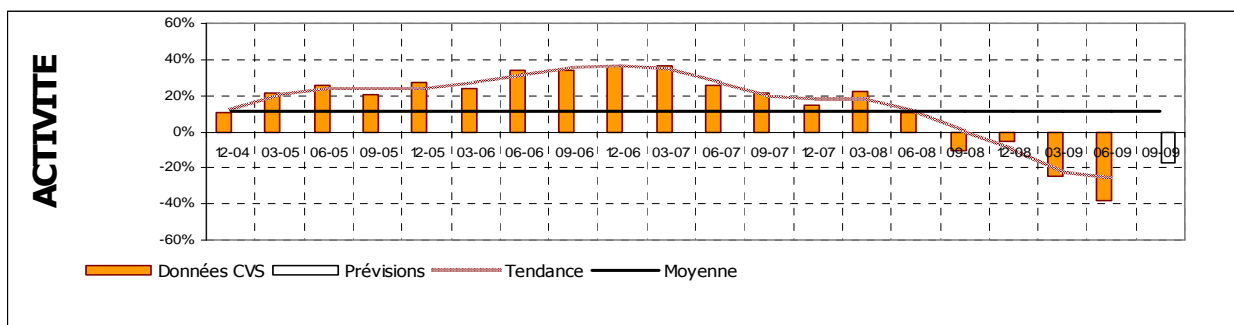
Exemple :



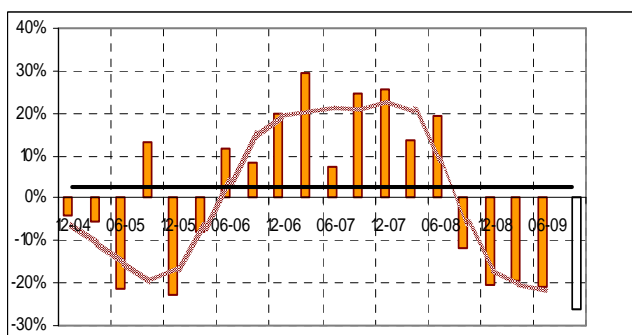
2. Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives

VUE D'ENSEMBLE

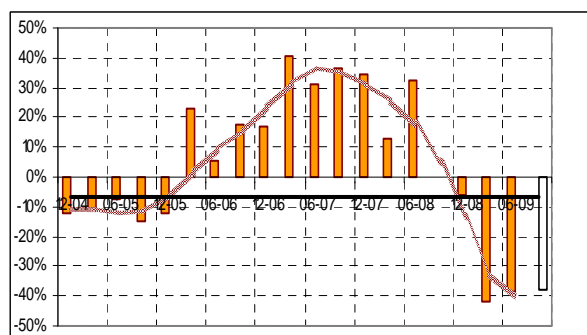
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2009⁹



Effectifs

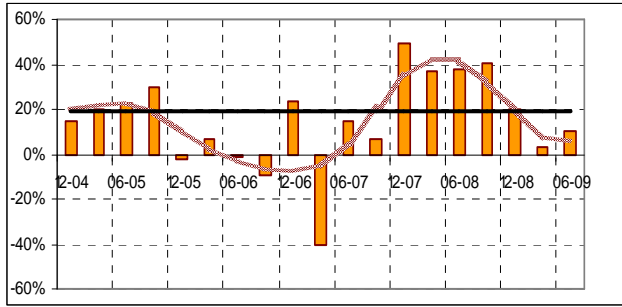


Prix

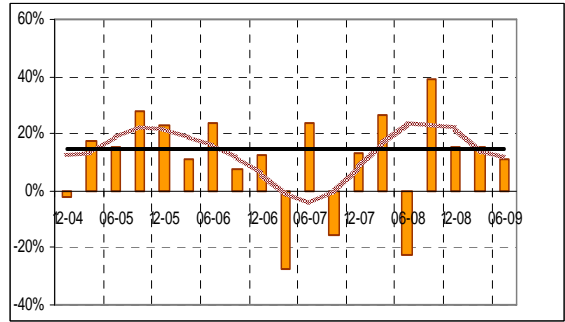


⁹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 69 entreprises. Les graphiques de réalisation retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (2^{ème} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

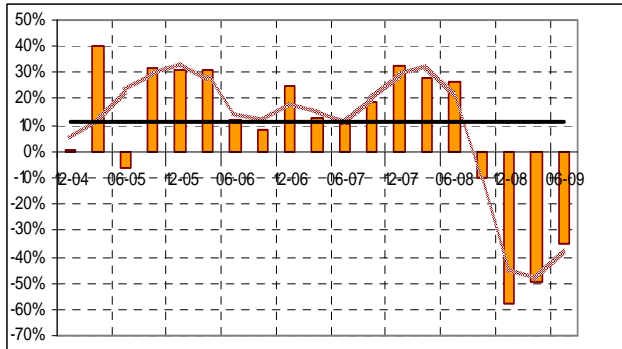
Stocks de matières premières



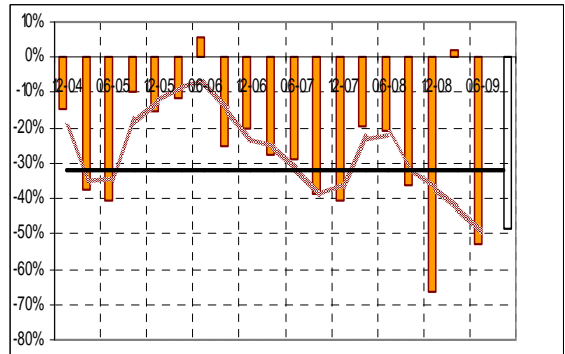
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement



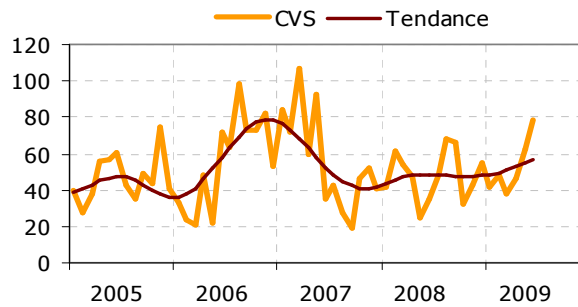
Délais de paiement



AGRICULTURE ET AQUACULTURE

Exportations de produits aquacoles

(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)

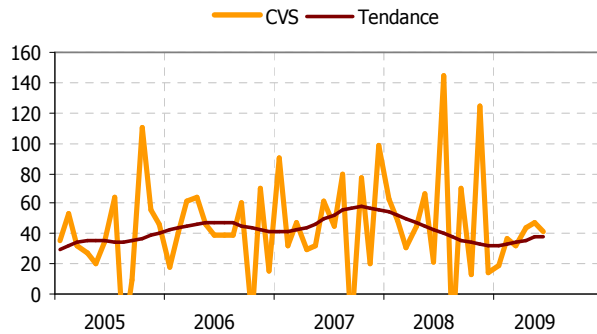


Source : Direction régionale des Douanes

Exportations d'essence d'ylang-ylang

En valeur

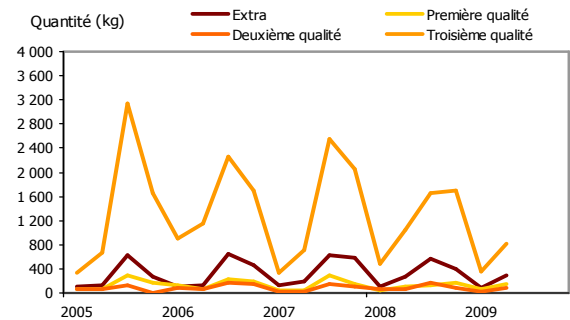
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Selon la qualité, en volume

(en kg – données mensuelles - brutes)



Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Déclarations d'intention d'exporter (en kg)

	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08
Total Ylang-Ylang	906	894	863	975	1 475	2 500	2 360	536	1 328	148%	-10%
- Extra	165	116	122	181	267	572	406	90	279	209%	4%
- Ylang 1ère	84	63	84	44	98	119	169	61	154	152%	57%
- Ylang 2ème	27	55	27	30	70	164	81	18	85	366%	21%
- Ylang 3ème	630	660	630	720	1040	1645	1704	366	810	121%	-22%
Produits d'aquaculture	40 850	38 000	29 135	34 275	27 000	35 000	22 500	15 800	33 250	110%	23%

Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Exportations agricoles

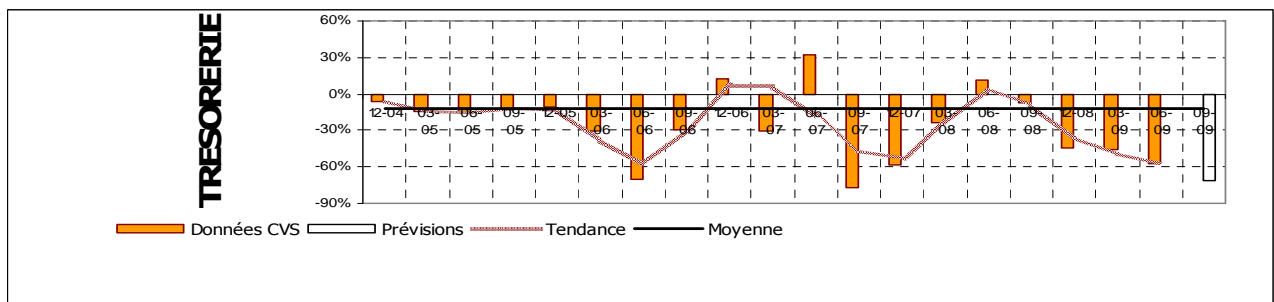
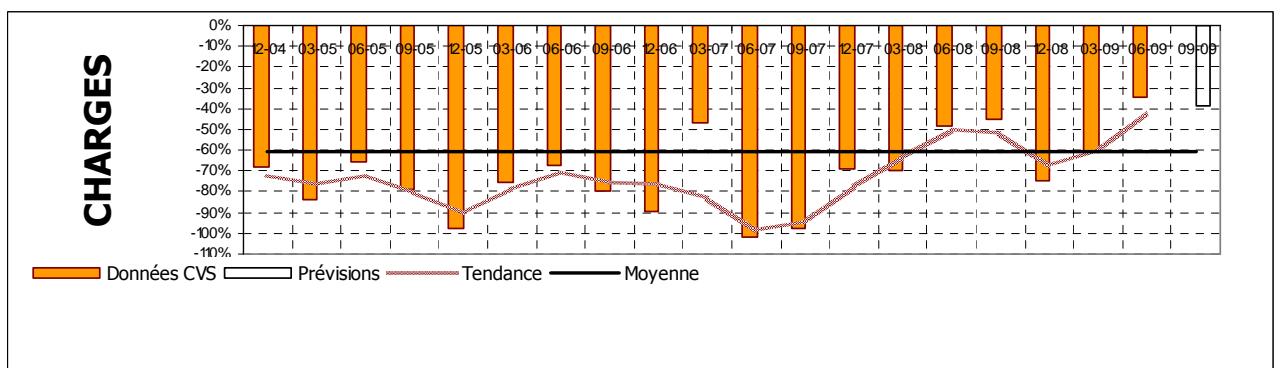
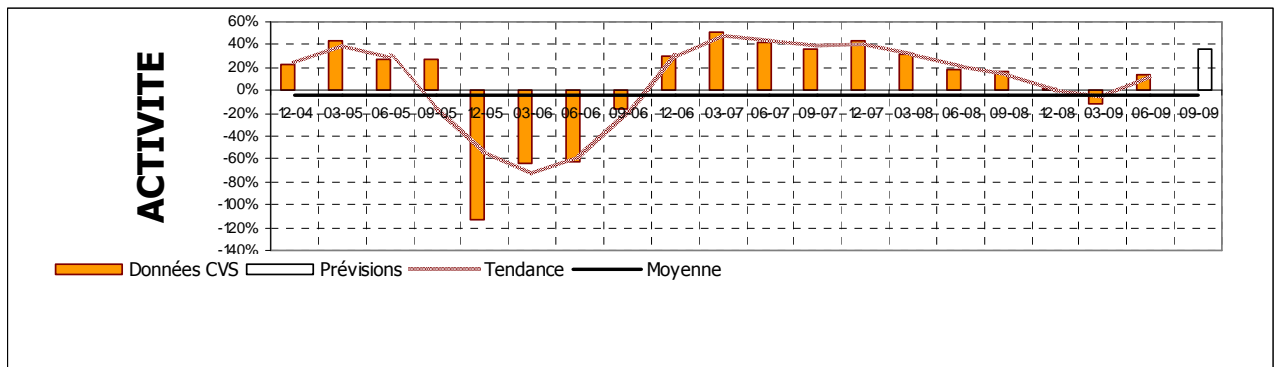
Essence d'ylang-ylang	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Σ09/Σ08
Volume (tonnes)	0,7	0,3	2,0	0,6	0,36	3,2	1,9	0,55	0,83	50,0%	129%	-9%
Valeur (milliers d'euros)	27,2	33,1	91,4	43,9	28,5	298,7	183,7	28,9	71,1	146%	149%	-22%
Vanille	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Σ09/Σ08
Volume (tonnes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-
Valeur (milliers d'euros)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-
Produits aquacoles	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Σ09/Σ08
Volume (tonnes)	40	39	27	34	18	35,1	21,5	16	28	79%	58%	15%
Valeur (milliers d'euros)	213	176	142	193	102	219	140	103	184	79%	80%	26%

Source : Direction régionale des Douanes

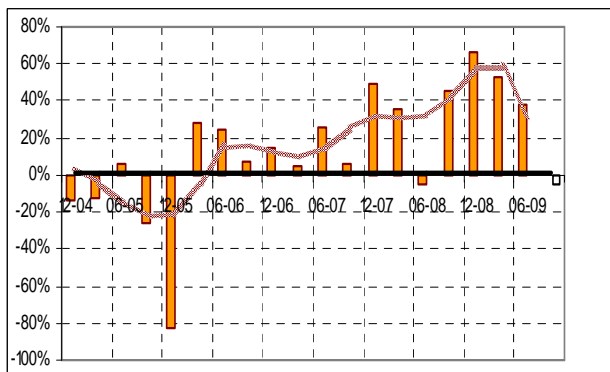
Les différences de volume entre les exportations réalisées (Douanes) et les déclarations d'intention (DAF) peuvent provenir d'un décalage temporel entre le jour de la déclaration d'intention et le jour de l'enregistrement par les Douanes.

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

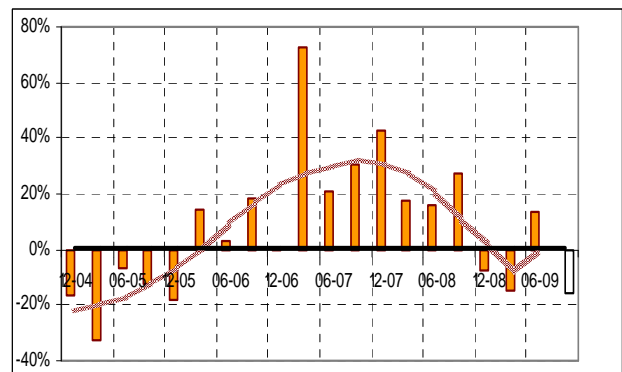
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2009¹⁰



Effectifs

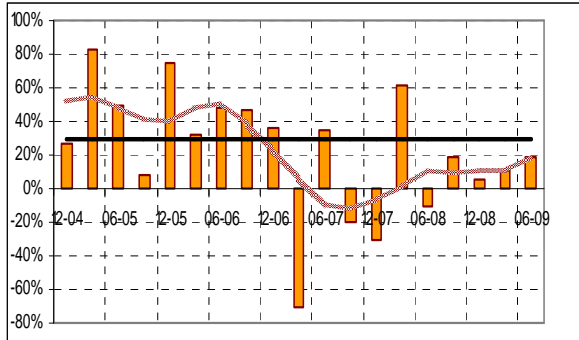


Prix

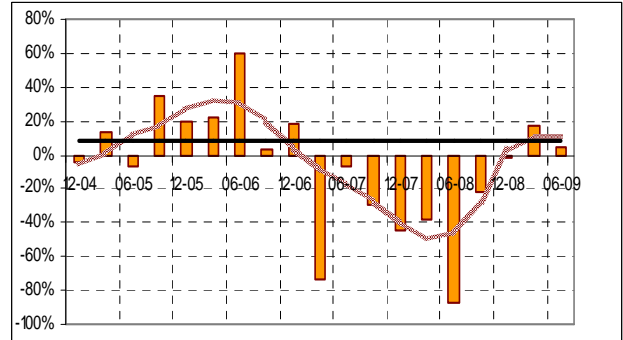


¹⁰ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 8 entreprises de l'industrie agroalimentaire.

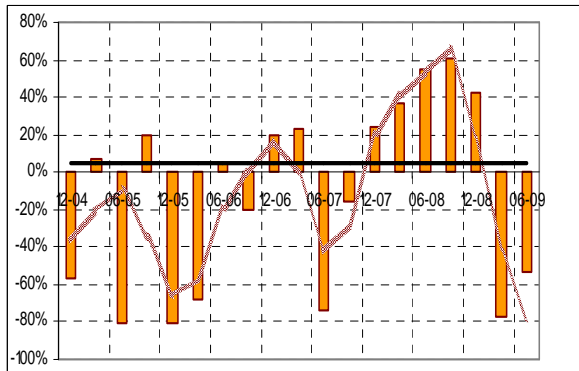
Stocks de matières premières



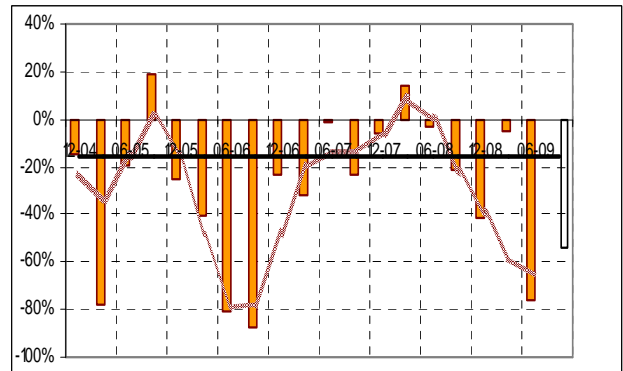
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

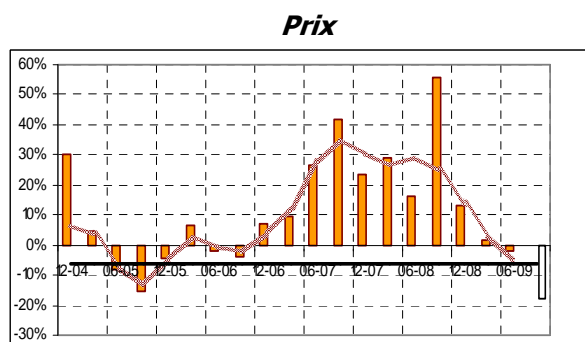
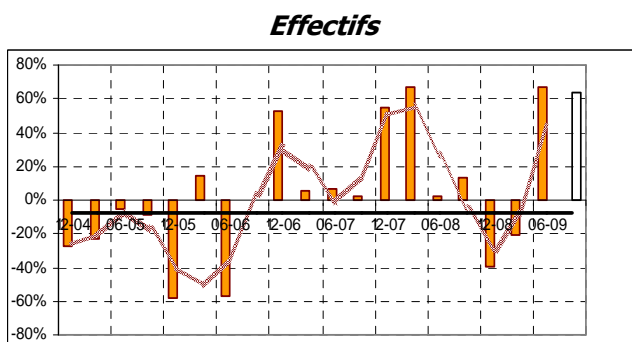
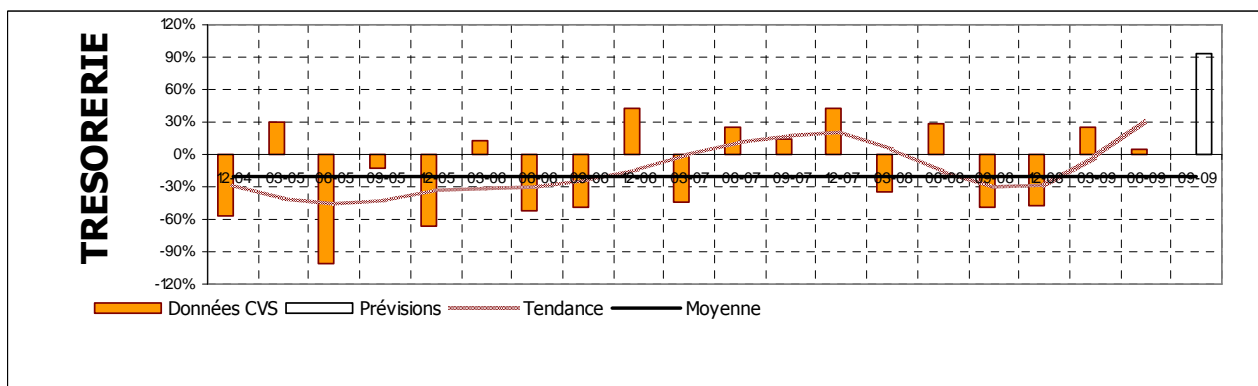
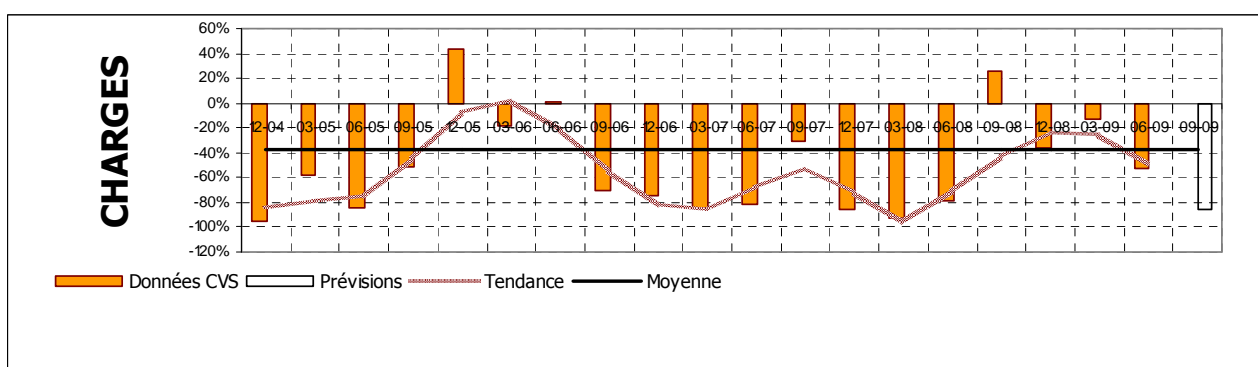
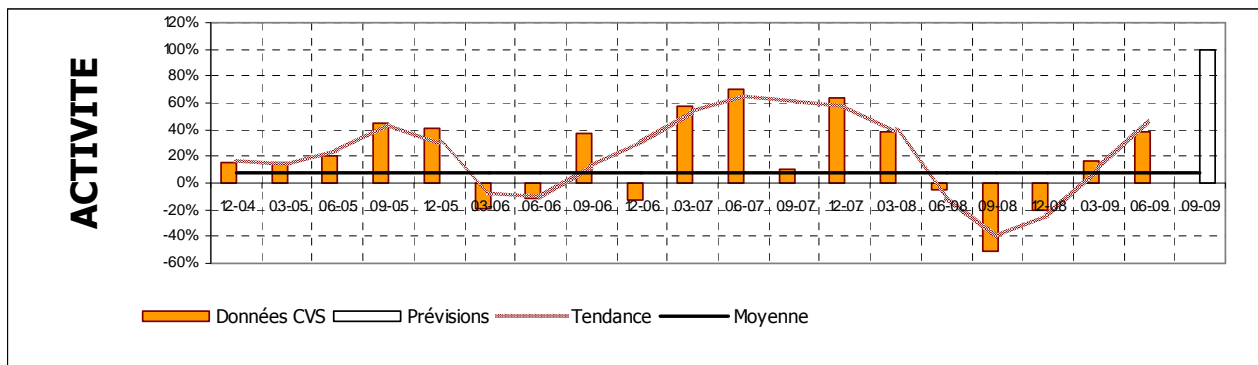


Délais de paiement



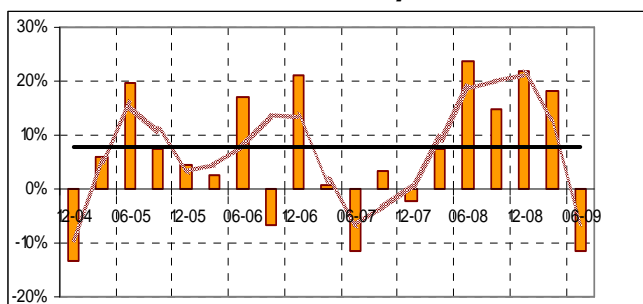
AUTRES INDUSTRIES

Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2009¹¹

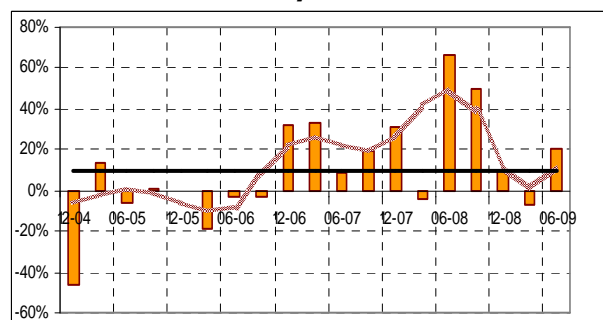


¹¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 5 entreprises du secteur de l'industrie.

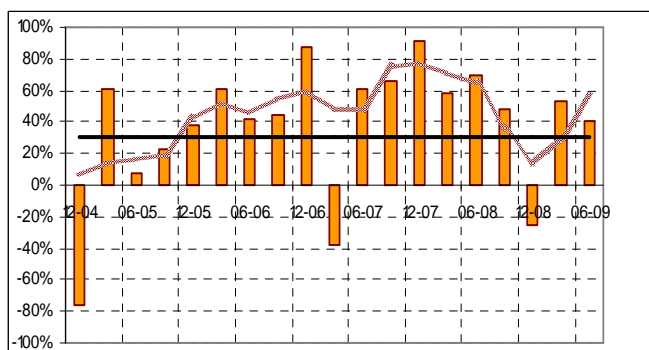
Stocks de matières premières



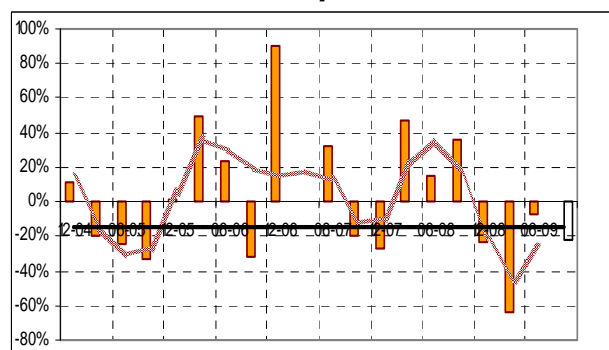
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement



Délais de paiement



La consommation énergétique

Évolution de la consommation d'électricité

ÉLECTRICITÉ	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08
Consommation (milliers de kWh)	31 886	38 978	39 368	43 821	46 670	46 404	44 473	55 708	54 319	-2,5%	16,4%
Nombre d'abonnés	28 041	29 171	30 361	31 310	32 870	33 321	33 567	33 800	34 125	1,0%	3,8%
Consommation par abonné (en kWh)	1 137	1 336	1 297	1 400	1 420	1 393	1 325	1 648	1 592	-3,4%	12,1%

Source : Electricité de Mayotte

Évolution de la consommation d'hydrocarbures

HYDROCARBURES	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08
Consommation d'hydrocarbures, hors armée (en milliers de litres)	19 084	21 590	19 341	23 736	26 575	27 498	25 857	27 464	27 007	-1,7%	1,6%

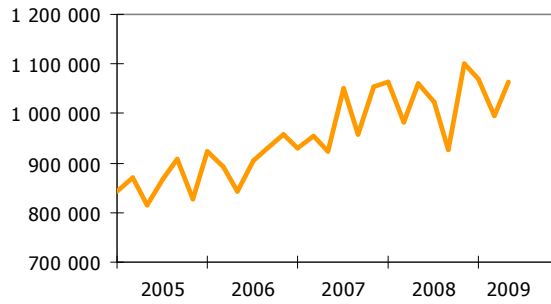
Source : Total Mayotte

Évolution de la consommation d'eau

EAU	3B04	3B05	3B06	3B07	3B08	4B08	5B08	6B08	1B09	2B09	3B09	3B09/2B09	3B09/3B08
Nombre d'abonnés	28 663	27 219	29 302	29 498	33 294	34 128	33 026	33 906	34 229	33 924	34 668	2,2%	4,1%
Consommation d'eau (en m ³)	701 803	814 047	842 249	923 068	1 059 204	1 021 832	927 072	1 100 673	1 068 485	994 571	1 062 044	6,8%	0,3%
Consommation moyenne (m ³ /abonné)	24,5	29,9	28,7	31,3	31,8	29,9	28,1	32,5	31,2	29,3	30,6	4,5%	-3,7%

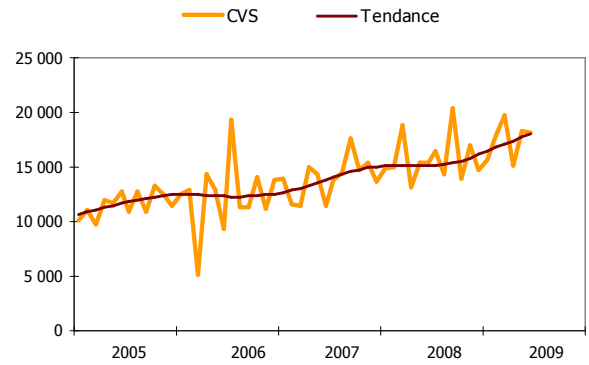
Source : Sogea

Consommation d'eau
(Données brutes – bimestrielles – en m³)



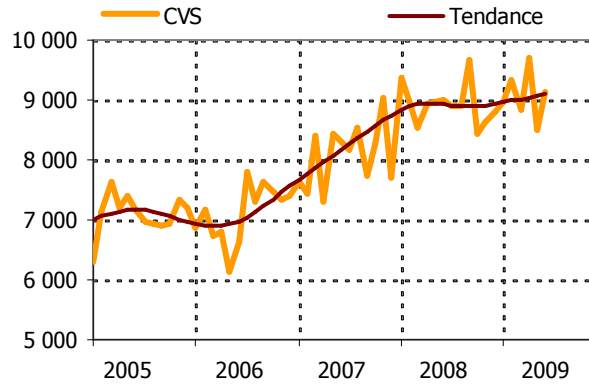
Source : Sogea

Consommation d'électricité
(Données CVS – mensuelles – en milliers de kWh)



Source : Électricité de Mayotte

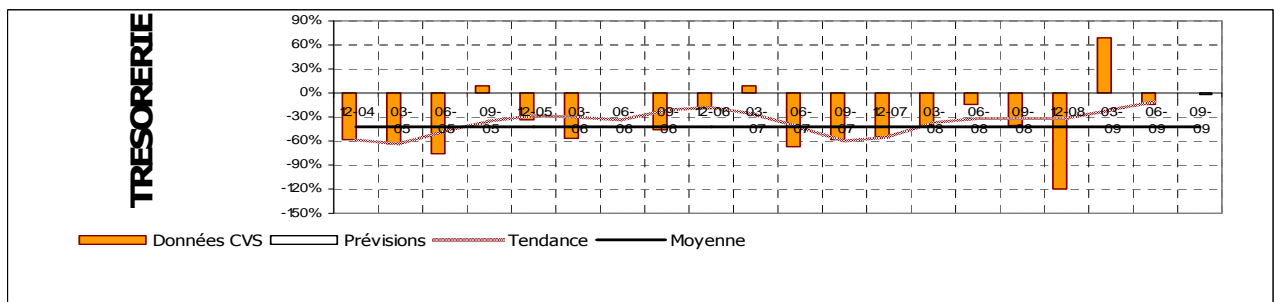
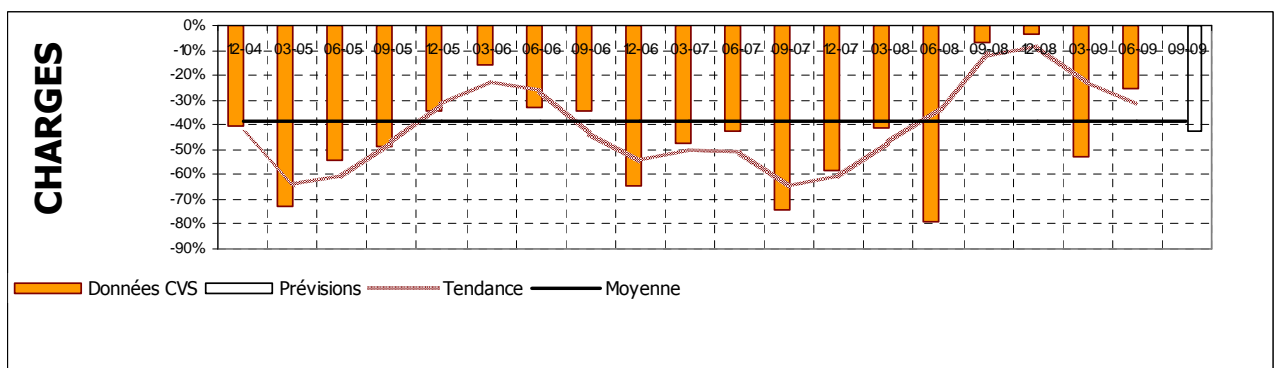
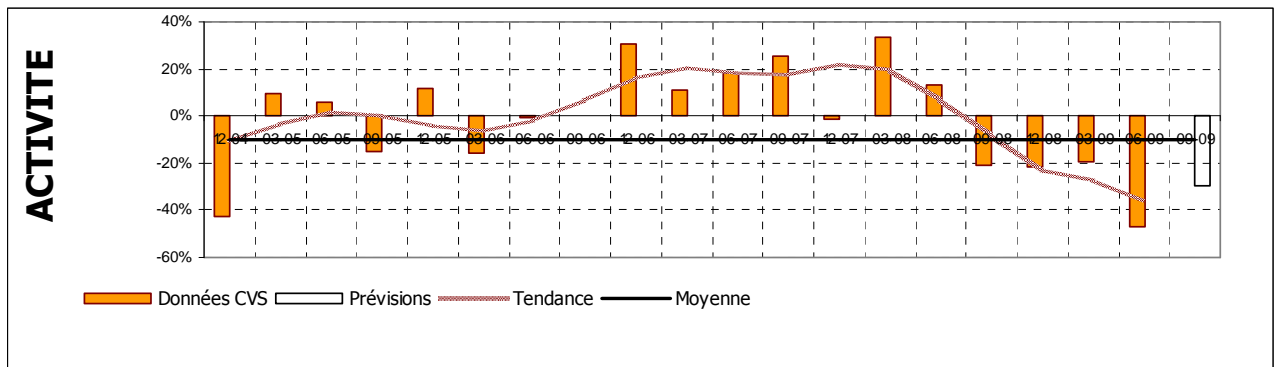
Consommation d'hydrocarbures
(Données CVS – mensuelles – en milliers de litres)



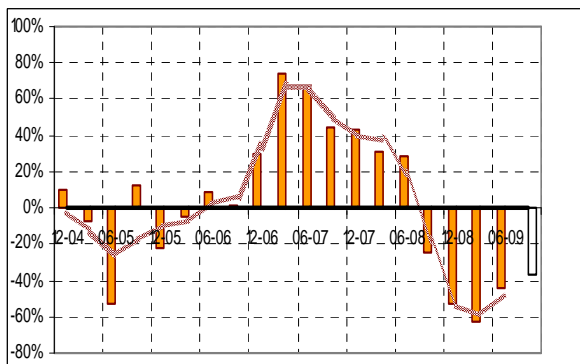
Source : Total Mayotte

CONSTRUCTION

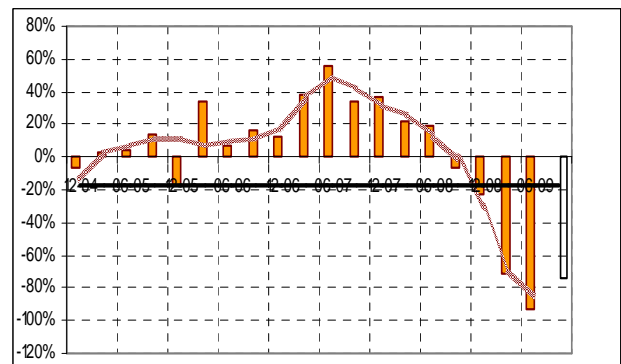
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2009¹²



Effectifs

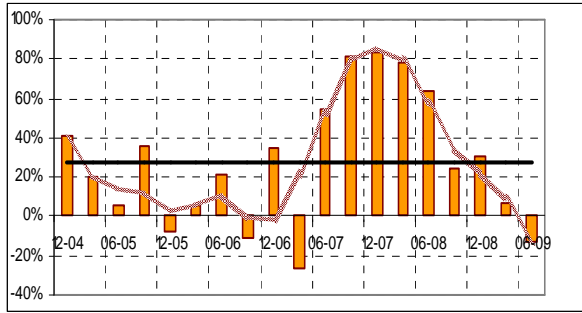


Prix

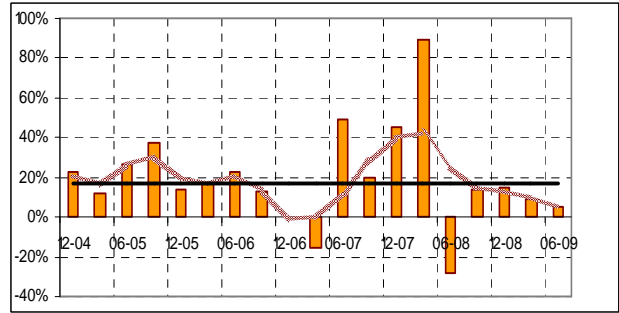


¹² L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 11 entreprises du BTP

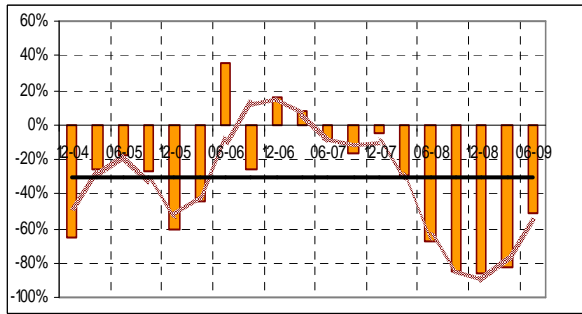
Stocks de matières premières



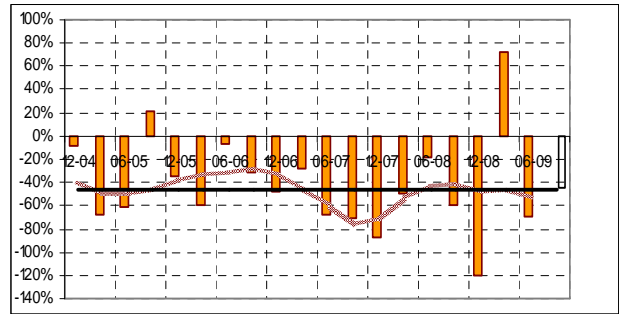
Stocks de produits finis



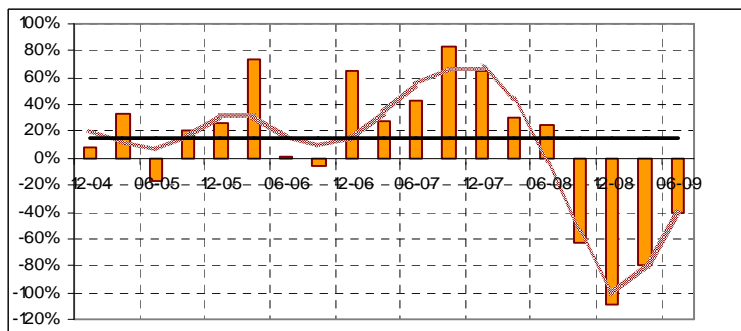
Carnet de commandes



Délais de paiement

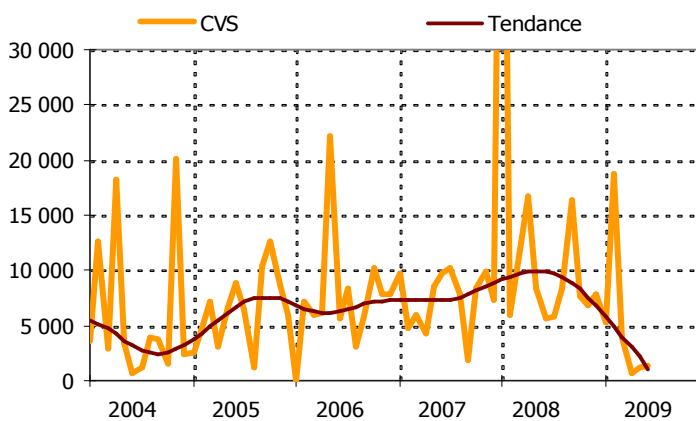


Prévisions d'investissement



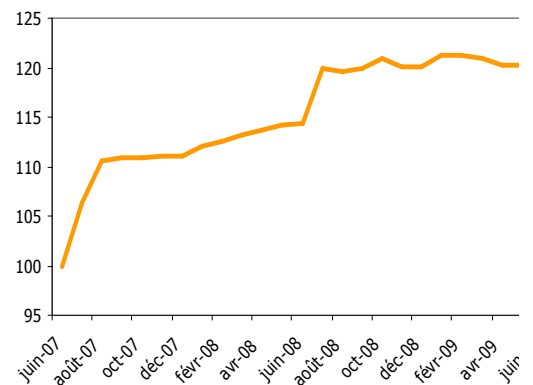
Importations de ciment

(en tonnes – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Évolution de l'indice des prix du bâtiment (indice BTM01)



Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43 %), des prix de différentes matières, du ciment (6 %), du transport (3 %), de l'énergie (3 %) et de frais divers (15 %).
Source : Direction de l'Équipement

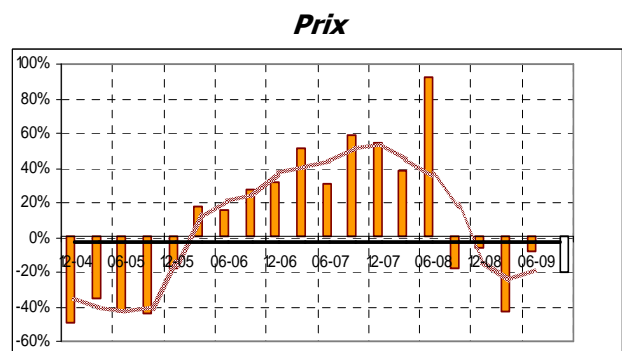
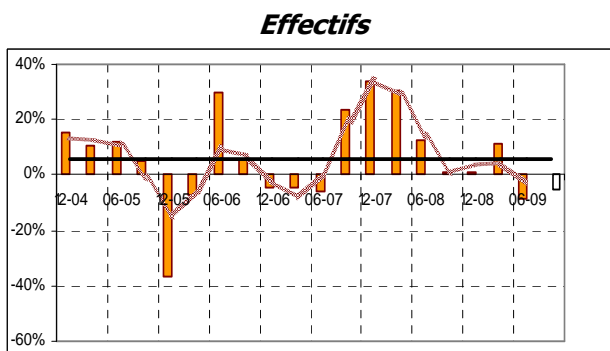
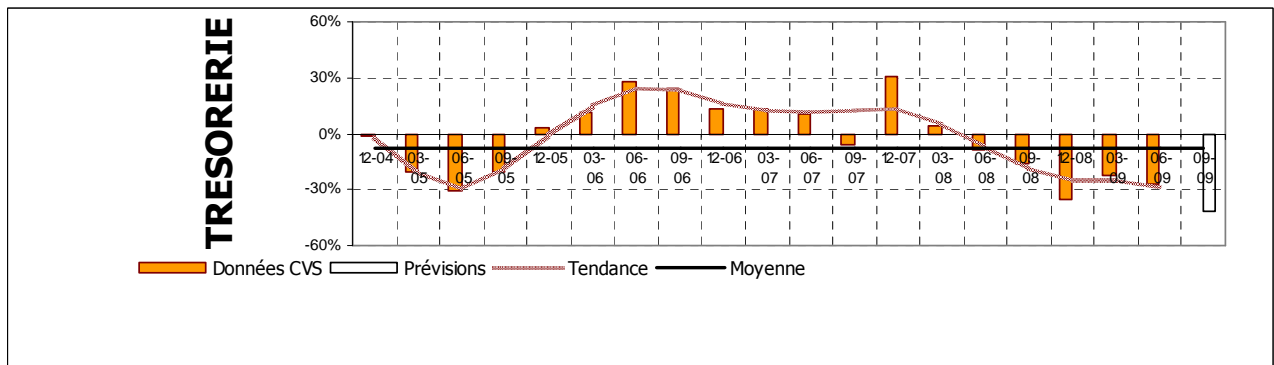
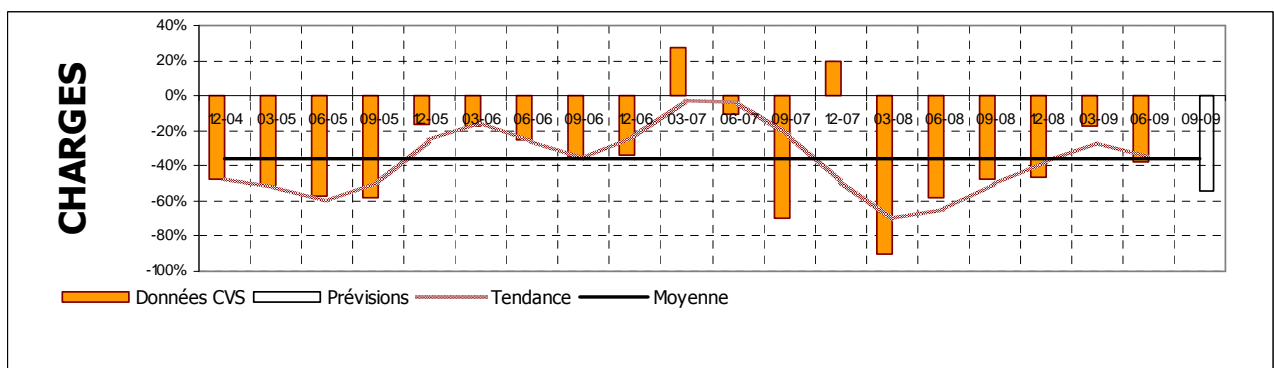
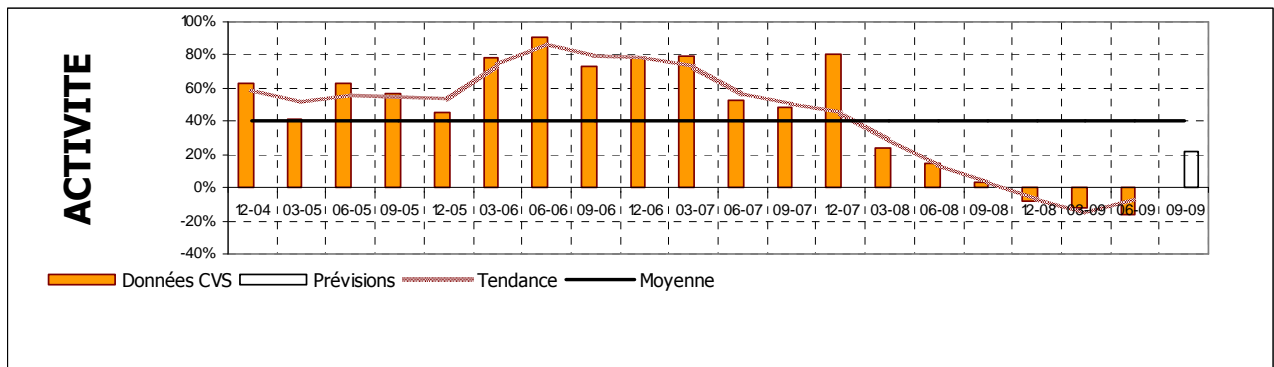
Importations de ciment en valeur et en volume

	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/2T08	2T09/2T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
en milliers d'euros	1 383	1 088	1 391	1 457	2 388	2 740	2 597	2 424	2 214	-9%	-7%	4 637	-65%
en tonnes	17 143	14 468	26 216	16 025	19 168	47 113	22 202	23 604	20 567	-13%	7%	44 172	-24%

Source : Direction régionale des Douanes

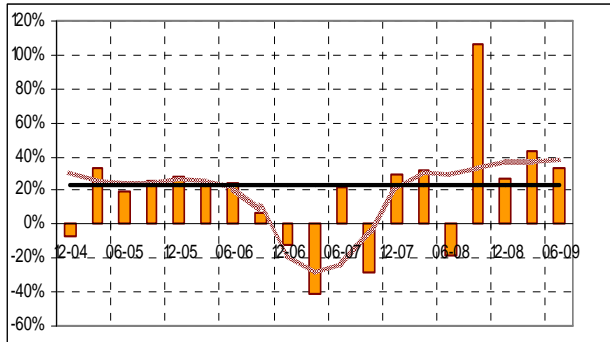
COMMERCE

Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2009¹³

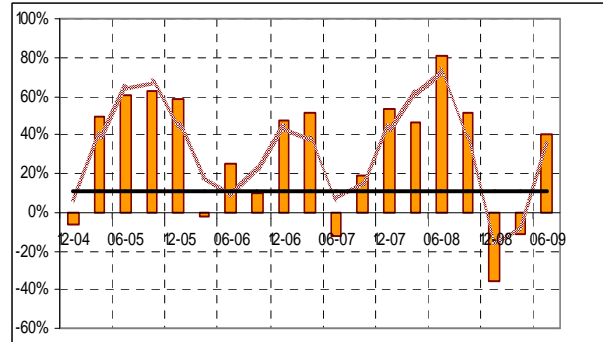


¹³ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'une vingtaine de chef d'entreprises du commerce

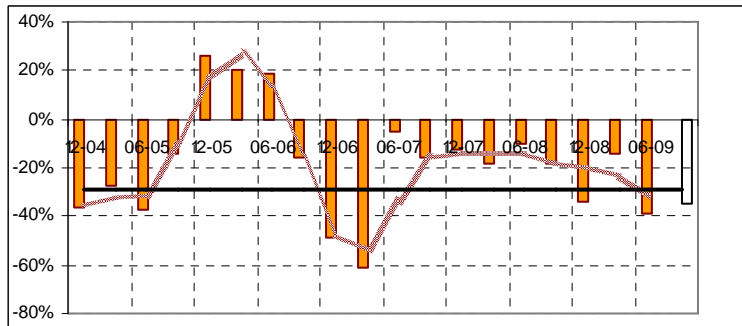
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

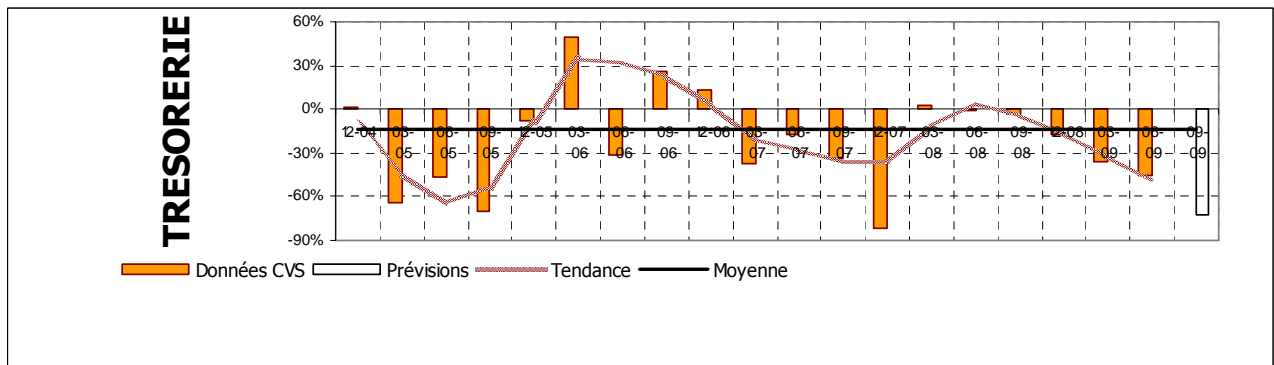
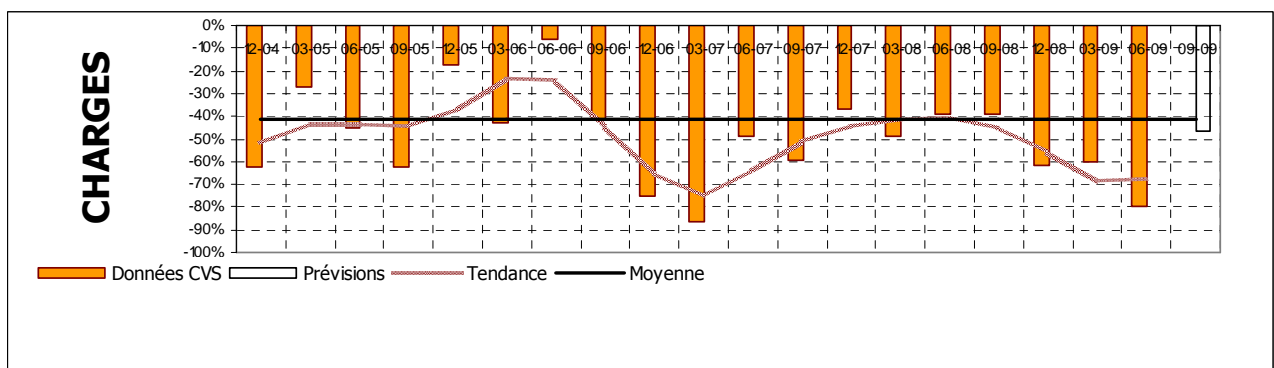
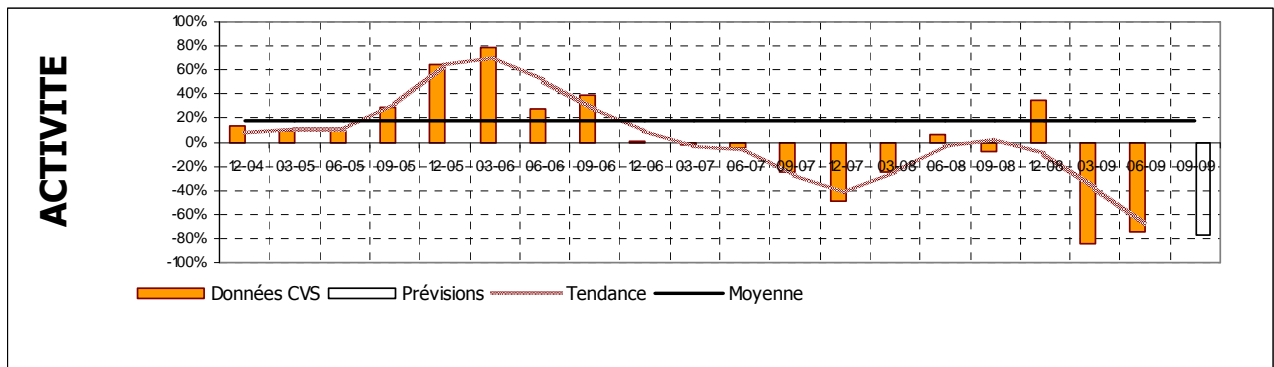


Délais de paiement

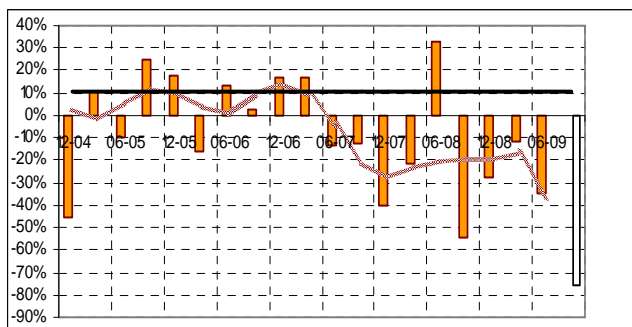


SERVICES MARCHANDS

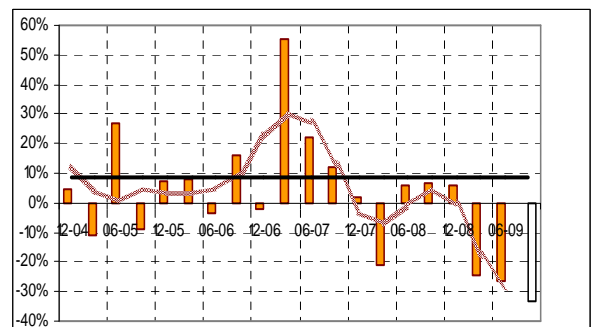
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2009¹⁴



Effectifs

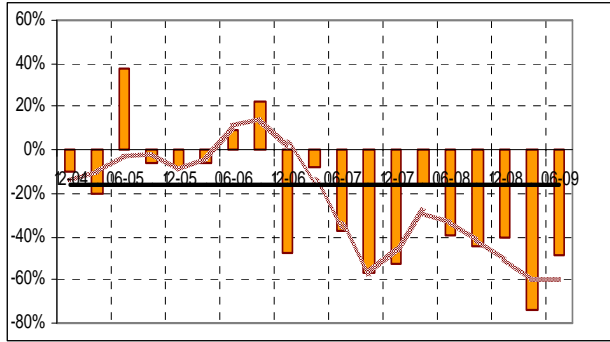


Prix

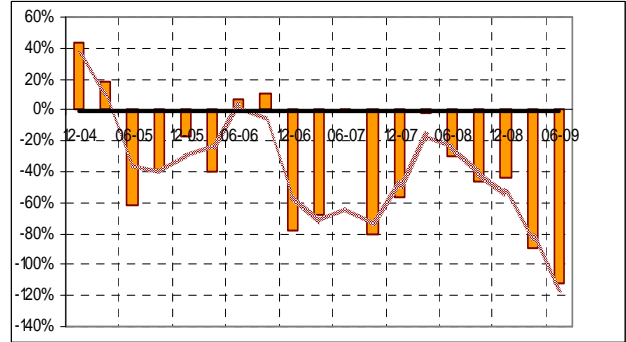


¹⁴ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 21 dirigeants d'entreprises de services

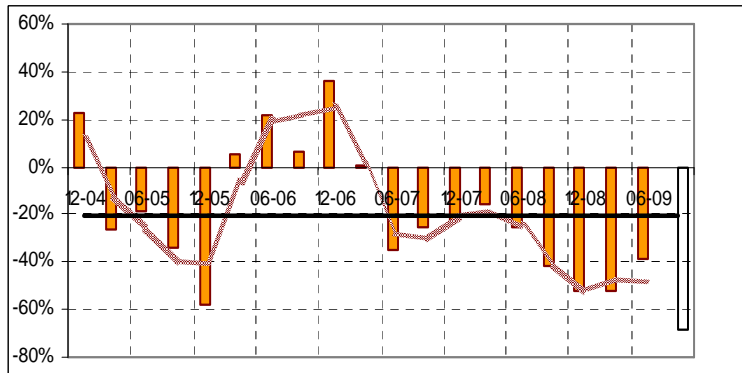
Niveaux du carnet de commandes



Prévisions d'investissement

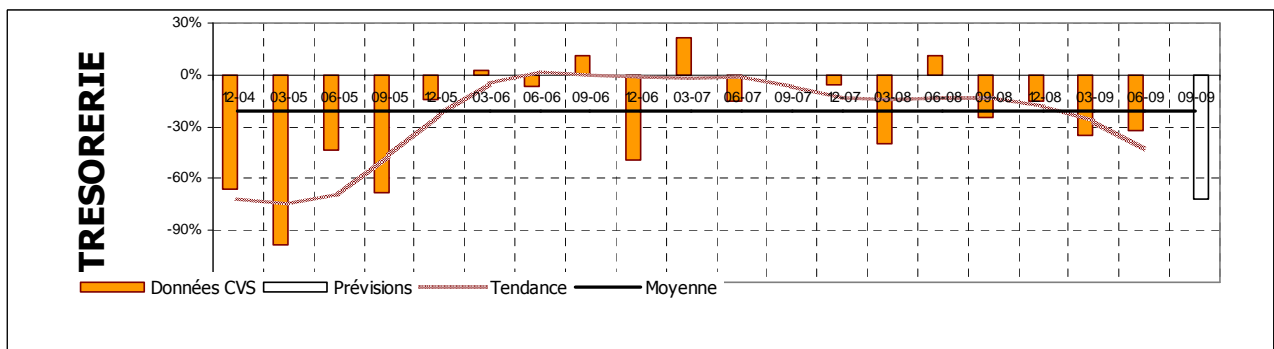
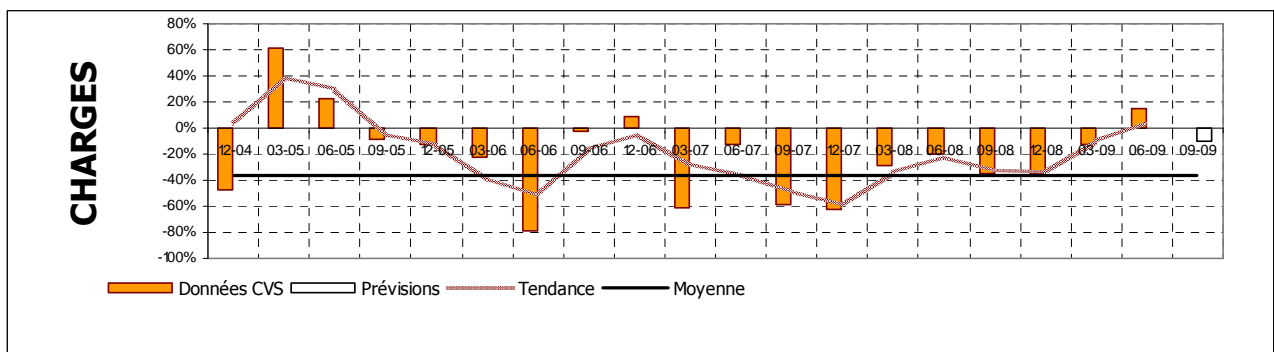
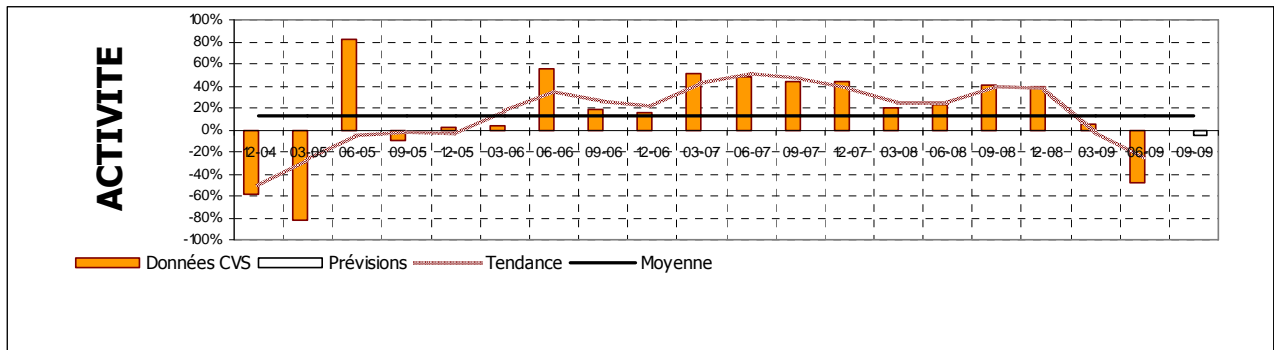


Délais de paiement

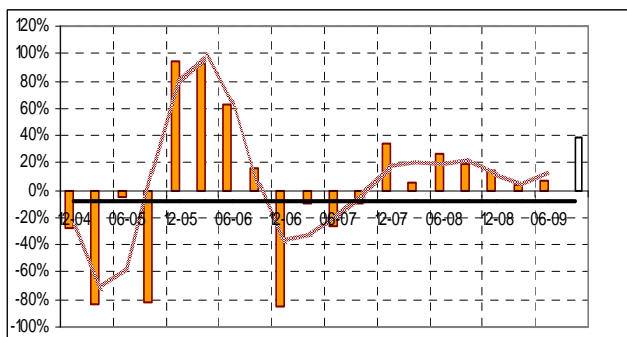


HÔTELLERIE - TOURISME

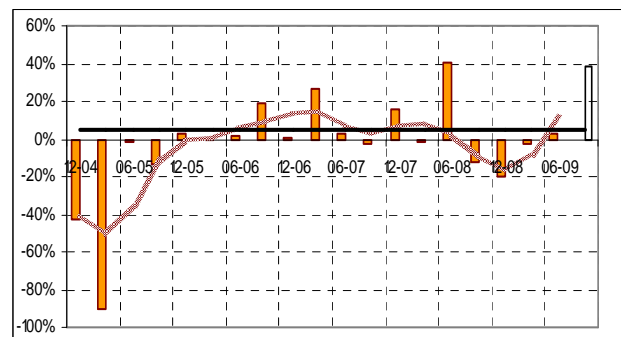
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2009¹⁵



Effectifs

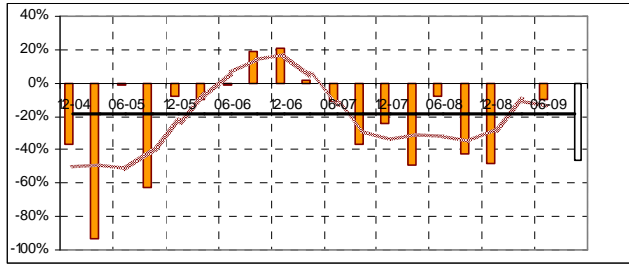


Prix

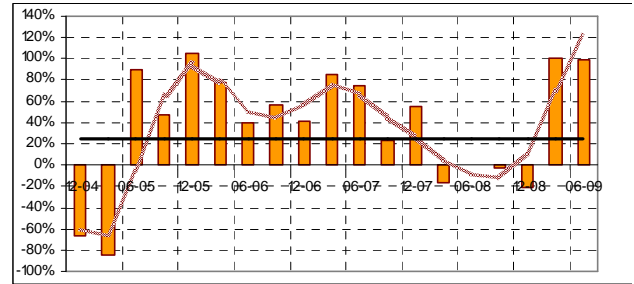


¹⁵ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 4 professionnels du tourisme et de l'hôtellerie.

Délais de paiement



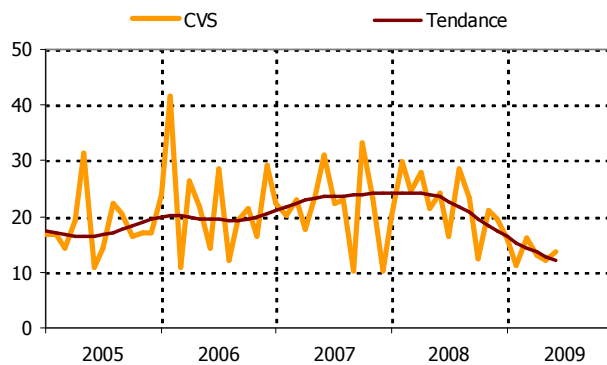
Prévisions d'investissement



3. Les entreprises

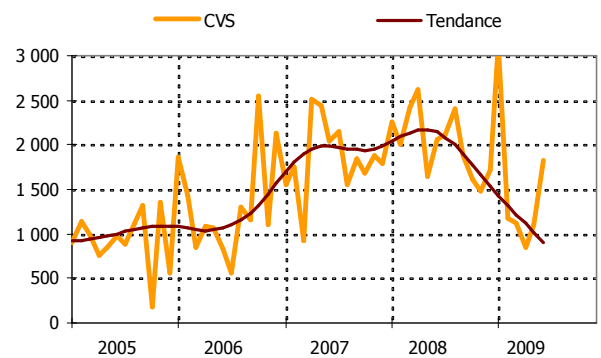
3.1 L'investissement des entreprises

Ventes de véhicules utilitaires
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Importations de biens d'équipement professionnel
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Nombre de véhicules utilitaires vendus

2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
47	55	57	72	72	70	60	38	39	2,6%	-45,8%	77	-44,2%

Source : SOREFI

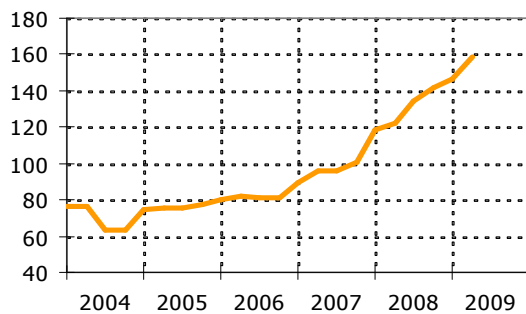
Importations de biens d'équipement professionnel

milliers d'euros	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
Importations de biens d'équipement professionnel	2 370	2 416	2 825	6 758	6 308	6 513	4 916	5 361	3 588	-33%	-43%	8 948	-31%

Source : Direction régionale des Douanes

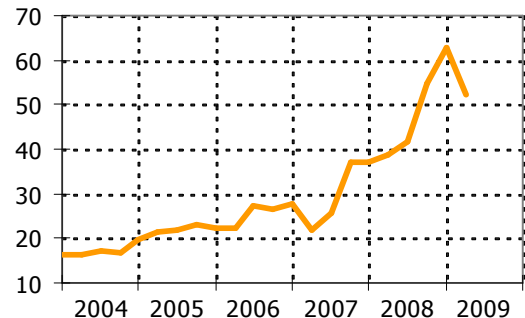
3.2 Le financement des entreprises

Encours des crédits à l'équipement
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Encours des crédits d'exploitation
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

**Encours des crédits à l'équipement et d'exploitation
(établissements de crédit locaux et non locaux)**

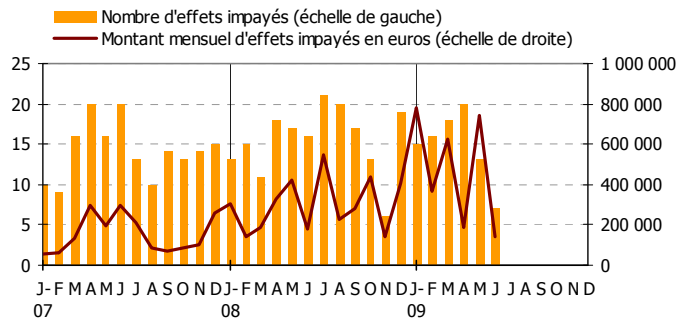
en millions d'euros	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars.-09/déc.-08	mars.-09/mars.-08
crédits à l'équipement	76,1	75,5	82,1	95,7	122,5	133,9	142,1	146,2	158,3	8,3%	29,2%
crédits d'exploitation	16,5	21,5	22,3	21,7	38,9	41,5	54,8	62,7	52,3	-16,6%	34,4%

Source : IEDOM

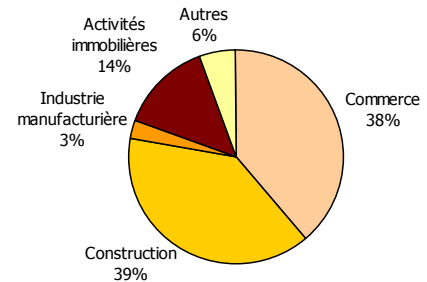
3.3 La vulnérabilité financière des entreprises

Incidents de paiement sur effets (IPE)

Évolution des IPE depuis janvier 2007 (flux)



**Répartition par secteur d'activité des IPE pour
incapacité de payer (stock des 60 dernières
semaines au 03/07/2009)**



Incidents de paiement sur effets (flux)

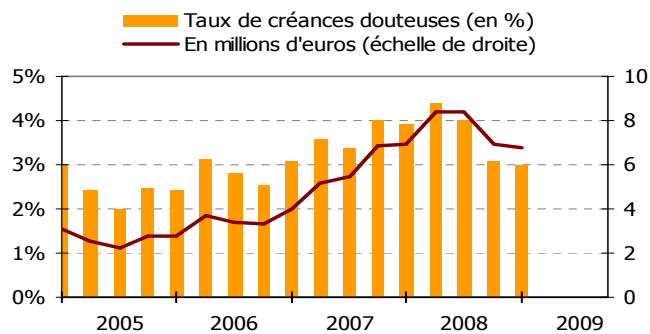
	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Σ09/Σ08
Montant, en milliers d'euros	250,6	790,5	371,1	447,1	628,2	924,7	1061,2	980,9	1777,3	1065,4	-40,1%	15,2%	83,1%
dont contestations de créances	48,6	143,5	124,9	73,5	160,1	313,4	167,8	64,7	426,5	50,1	-88,3%	-84,0%	1%
dont incapacités de paiement	202,0	647,0	246,3	373,6	468,2	611,2	893,4	916,3	1350,8	1015,3	-24,8%	66,1%	119%
Nombre	35	56	37	42	39	51	58	38	49	40	-18,4%	-21,6%	-1,1%

Évolution trimestrielle des IPE au cours des 60 dernières semaines (stock)

Sur 60 semaines	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars.-09	juin-09	juin.09/mars.09
Nombre d'entreprises en impayés	69	71	81	90	98	101	3%
Montant total des IPE	2,8	3,0	3,2	3,7	5,0	4,7	-6%
Montant total des IPE pour contestation de créances	1,1	1,3	0,7	0,7	1,0	1,1	10%
Montant total des IPE pour incapacité de payer	1,7	1,7	2,5	3,0	4,0	3,6	-10%

Source : IEDOM

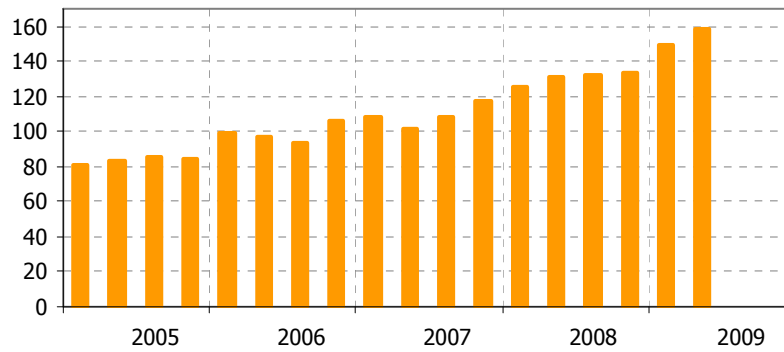
**Créances douteuses nettes des entreprises auprès des établissements de crédit locaux
Ratio créances douteuses nettes / total des crédits des entreprises**



	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars.-09/déc.-08	mars.-09/mars-08
en millions d'euros	2,2	3,0	2,8	4,0	6,9	8,4	8,4	6,9	6,8	-1,4%	-1,4%
Taux de créances douteuses	2,5%	3,0%	2,4%	3,1%	3,9%	4,4%	4,0%	3,1%	3,0%	-0,1 pt	-0,9 pt

Source : IEDOM

Personnes morales en interdiction bancaire



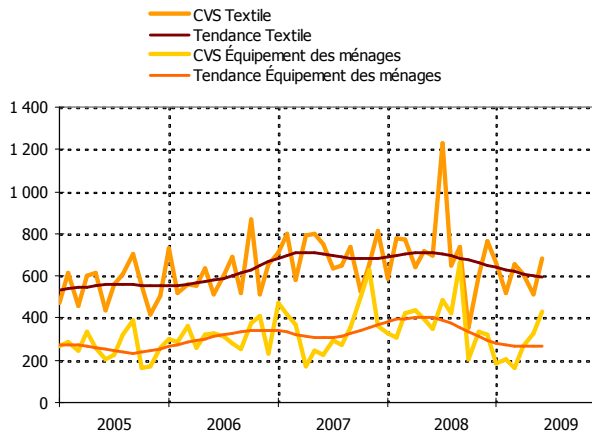
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	juin-09/mars-09	juin-09/juin-08
Personnes morales	78	83	NC	102	131	132	134	149	159	6,7%	21,4%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

4. Les ménages

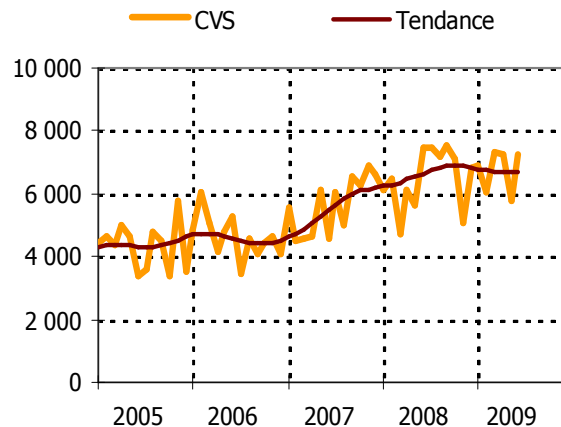
4.1 La consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménager, de vêtements et produits textiles
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Importations de produits alimentaires
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



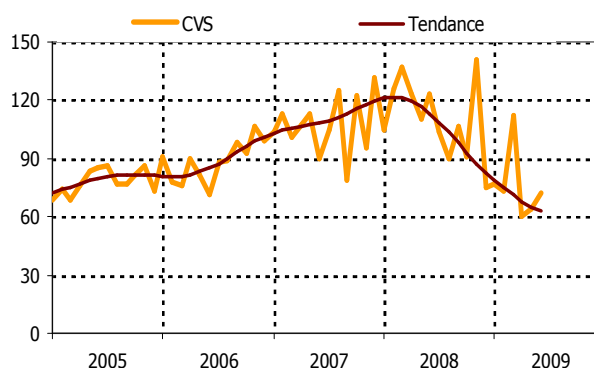
Source : Direction régionale des Douanes

Importations de biens de consommation des ménages

Importations (en milliers d'euros)	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Σ09/Σ08
Produits alimentaires	11 683	12 884	14 215	15 261	19 045	23 480	20 592	17 617	20 013	13,6%	5,1%	11,4%
-dont boissons	1 937	2 126	2 087	2 381	2 471	3 950	2 998	1 762	2 679	52,0%	8,4%	-0,4%
-dont riz	1 376	1 784	1 628	1 390	2 856	3 279	1 953	2 521	4 109	63,0%	43,9%	73,2%
-dont produits laitiers	1 118	1 005	1 628	1 517	1 861	2 187	1 596	1 396	1 511	8,2%	-18,8%	-4,9%
-dont viandes et abats	3 671	3 902	1 323	5 255	5 624	6 832	7 356	7 165	5 437	-24,1%	-3,3%	18,9%
-dont ailes et cuisses de poulet	1 690	1 574	4 455	1 781	2 127	2 756	2 699	2 667	2 271	-14,8%	6,8%	15,0%
Vêtements et produits textiles	1 311	1 578	1 623	2 288	2 038	2 777	1 782	1 498	1 798	20,0%	-11,8%	-12,1%
Biens d'équipement ménager	897	814	939	662	1 198	1 596	887	507	1 044	105,9%	-12,9%	-28,2%

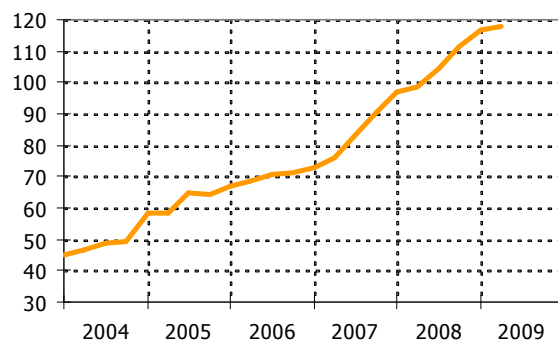
Source : Direction régionale des Douanes

Ventes de véhicules de tourisme
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Encours des crédits à la consommation
(établissements de crédit locaux et non locaux)
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Nombre de véhicules de tourisme vendus

2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
213	245	242	311	355	318	300	248	195	-21,4%	-45,1%	443	-36,9%

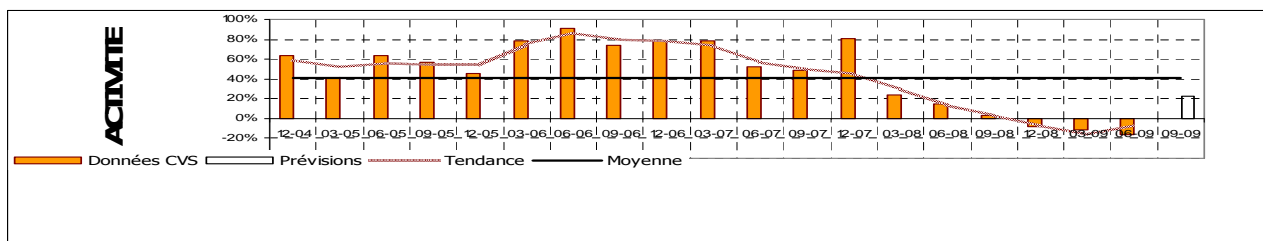
Source : SOREFI

Encours des crédits à la consommation
(établissements de crédit locaux et non locaux)

En millions d'euros	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars-09/déc-08	mars-09/mars-08
Crédits à la consommation	46,9	58,6	68,5	75,9	98,5	104,7	111,4	116,7	117,9	1,0%	19,7%

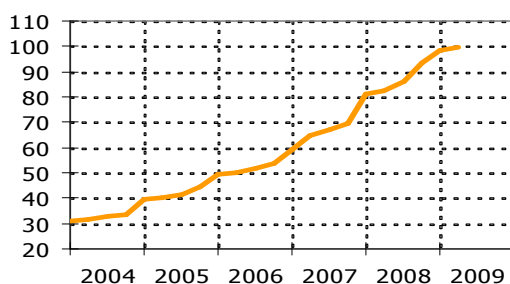
Source : IEDOM

Opinions des dirigeants d'entreprises du commerce au 30 juin 2009



4.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours des crédits à l'habitat
(établissements de crédit locaux et non locaux)
(en millions d'euros, données trimestrielles)



Source : IEDOM

**Encours des crédits à l'habitat
(établissements de crédit locaux et non locaux)**

En millions d'euros	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars-09/dec-08	mars-09/mars-08
Crédits à l'habitat	31,7	39,9	50,0	64,6	82,5	86,4	93,2	98,5	99,3	0,8%	20,3%

Source : IEDOM

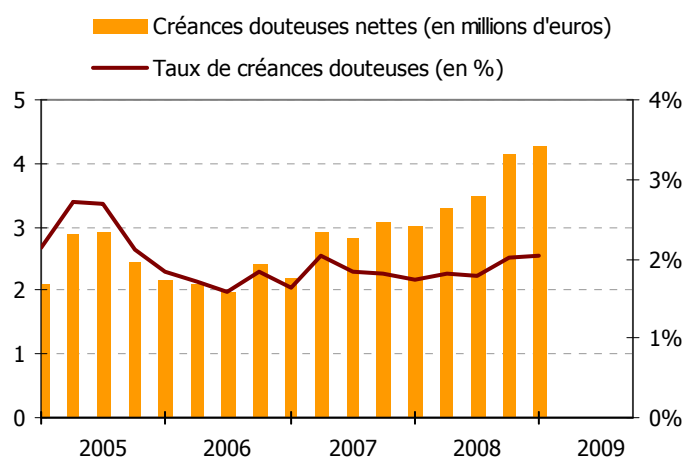
4.3 La vulnérabilité financière des ménages

**Créances douteuses nettes
(établissements de crédit locaux)**

	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars-09/dec-08	mars-09/mars-08
en millions d'euros	1,7	2,1	2,2	2,2	3,0	3,3	3,5	4,2	4,3	2,7%	41,1%
Taux de créances douteuses	2,1%	2,1%	1,8%	1,6%	1,7%	1,8%	1,8%	2,0%	2,0%	0 pt	0,3 pt

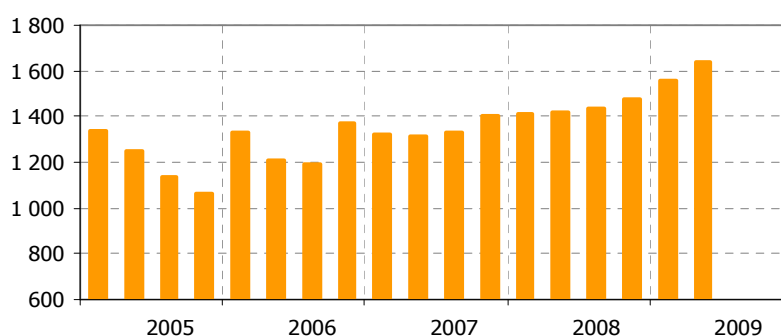
Source : IEDOM

**Ratio créances douteuses nettes / total des crédits consentis aux ménages
(établissements de crédit locaux)
(données trimestrielles)**



Source : IEDOM

Personnes physiques en interdiction bancaire



	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	juin-09/mars-09	juin-09/juin-08
Personnes physiques	1 468	1 246	NC	1 314	1 421	1 438	1 473	1 558	1 638	5,1%	15,3%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

5. Sélection d'indicateurs macro-économiques

5.1 Le marché de l'emploi

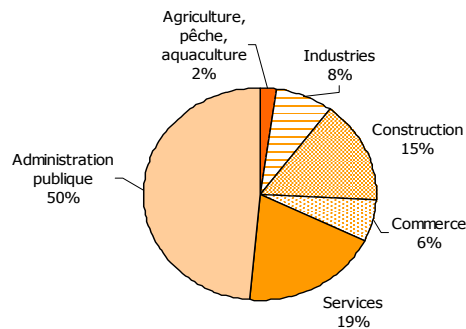
Nombre d'inscrits au Pôle Emploi au 5 juin 2009 (toutes catégories confondues) : 7 696

Offres d'emploi par secteur d'activité enregistrées par l'ANPE - Pôle Emploi au cours de l'année 2008

décembre-08	enregistrées	satisfaites
Total des offres enregistrées en 2008	3 776	3 329
Agriculture, chasse, sylviculture	45	34
Pêche, aquaculture	38	8
Industries extractives	34	21
Industries manufacturières	240	179
Production et distribution d'électricité, de gaz de vapeur et d'air conditionné	26	21
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	12	12
Construction	591	519
Commerce - réparations automobile et de motocycles	243	152
Transports et entreposage	62	43
Hébergements et restaurations	163	127
Information et communication	38	20
Activités financières et d'assurance	8	6
Activités immobilières	12	11
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	76	56
Activités de services administratifs et de soutien	81	73
Administration publique	1 855	1 858
Éducation	61	47
Santé humaine et action sociale	34	32
Arts, spectacles et activités récréatives	4	3
Autres activités de services	176	128
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	22	13
Activités extra-territoriales	-	-
Non renseigné	-	-

Source : ANPE - Pôle Emploi

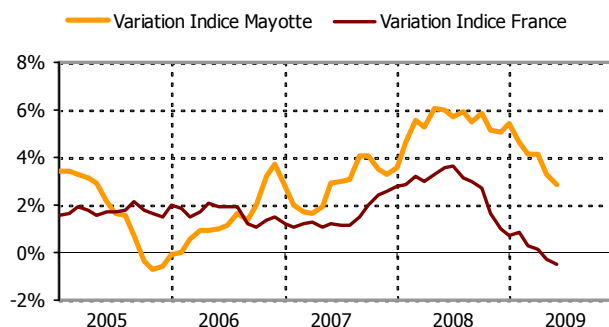
Répartition par secteur d'activité des offres d'emploi enregistrées en 2008



Source : ANPE - Pôle Emploi

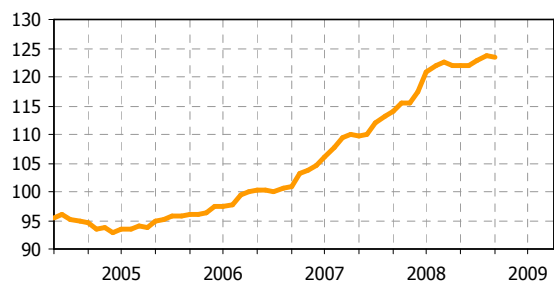
5.2 Prix à la consommation, salaires et revenus

Évolution de l'indice des prix à la consommation (variations en glissement annuel)



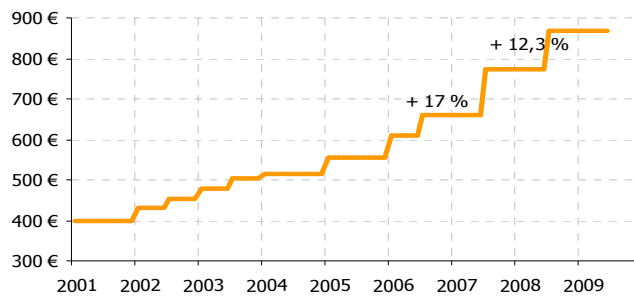
Source : INSEE

Évolution de l'indice des prix des « produits alimentaires et boissons » (base 100 : décembre 2006)



Source : INSEE

SMIG mensuel net en euros
(sur la base de 169 heures travaillées par mois)



Source : DTEFP

En 2008, les cotisations salariales s'élèvent à 6,5 % (4 % au titre de la retraite, 2 % pour l'assurance maladie-maternité, 0,5 % pour l'assurance chômage)

Salaires minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

SALAIRES (€)	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin-09/juin-08
SMIG horaire brut	3,25	3,48	3,83	4,18	4,89	5,49	5,49	5,49	5,49	12,3%
SMIG mensuel brut	549,25	588,12	647,27	706,42	826,41	927,81	927,81	927,81	927,81	12,3%
SMIG mensuel net	516,30	552,83	608,40	660,50	772,69	867,50	867,50	867,50	867,50	12,3%

Source : DTEFP

Évolution de l'indice des prix à Mayotte

PRIX	Pondération*	juin-05	juin-06	juin-07*	juin-08*	sept-08*	déc-08*	mars-09*	juin-09*	juin-09/mars-09	juin-09/juin-08
Indice général des prix à la consommation (base 100 : décembre 2006)	10 000	96,3	97,3	100,1	106,1	107,7	108,5	108,7	109,2	0,5%	2,9%
Produits alimentaires et boissons	2 712	93,4	95,9	103,1	115,5	120,9	122,0	122,9	123,0	0,1%	6,5%
Produits manufacturés	3 177	99,0	98,8	100,6	101,7	100,5	101,0	101,7	102,0	0,3%	0,3%
Services aux ménages	3 342	97,7	97,0	101,2	105,1	106,4	107,2	107,3	107,8	0,5%	2,6%

Source : INSEE

* A partir de janvier 2007, l'INSEE-Mayotte a procédé à un changement de base (base 100 : décembre 2006 au lieu de 1996). Les comparaisons avec les mois antérieurs à décembre 2006 sont délicates dans la mesure où la nomenclature et la pondération des postes ont également été modifiées.

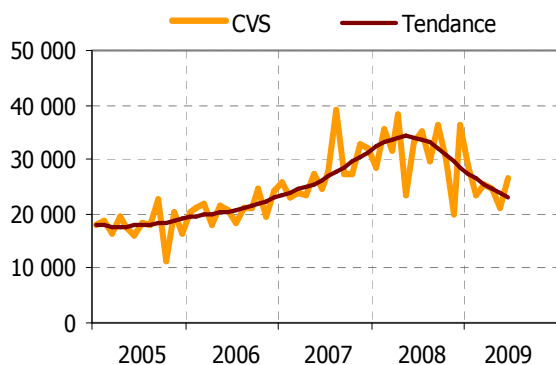
5.3 Commerce extérieur

Échanges commerciaux en valeur, hors hydrocarbures

En milliers d'euros	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Cumul 2009	Σ09/Σ08
Importations	48 352	52 796	59 653	75 501	94 131	103 864	87 078	74 900	72 254	-3,5%	-23,2%	147 154	-20,3%
Exportations	1 115	1 176	1 320	1 581	1 075	1 813	1 275	1 235	1 226	-0,7%	14,0%	2461	9,4%
Taux de couverture	2,3%	2,2%	2,2%	2,1%	1,1%	1,7%	1,5%	1,6%	1,7%	0,1 point	0,6 point	-	-

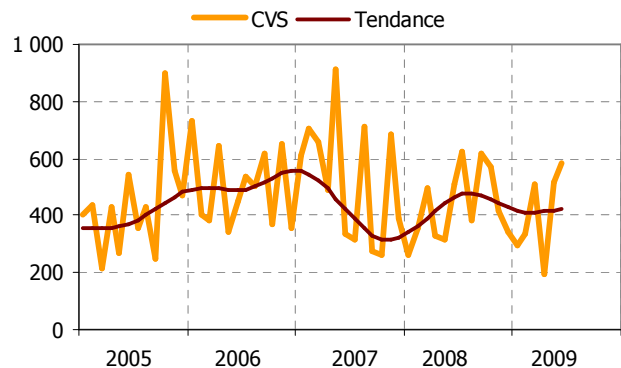
Source : Direction régionale des Douanes

Importations hors hydrocarbures
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

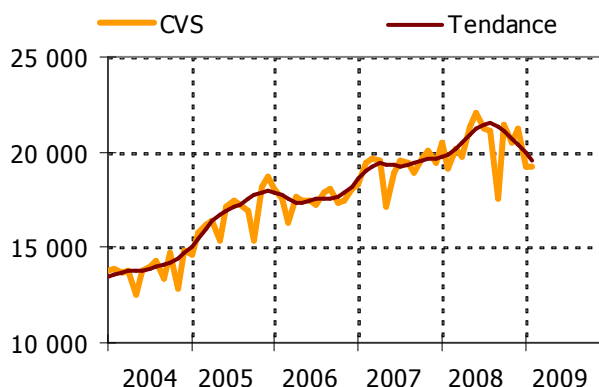
Exportations hors hydrocarbures
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

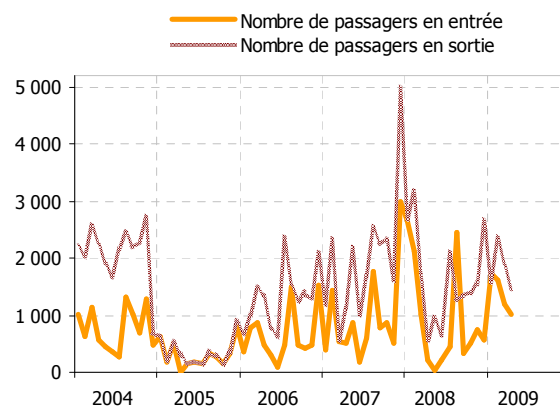
5.4 Les transports¹⁶

Nombre de passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi (entrées et sorties, hors transit)
(nombre – données mensuelles – CVS)



Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Nombre de passagers enregistrés au port de Dzaoudzi (entrées et en sorties)
(nombre – données mensuelles – brutes)



Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

Évolution du trafic aérien de l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi

TRAFIC AERIEN	4T03	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	4T08/4T07	cumul 08	Σ08/Σ07
Mouvements de vols	824	891	960	787	916	852	1 033	1 297	1 045	-19,4%	14,1%	4 227	13,8%
Nombre de passagers (hors transit)	34 277	38 947	48 150	49 121	54 997	50 916	54 199	83 213	59 295	-28,7%	7,8%	247 623	7,5%
Fret commercial (en tonnes)	309	301	410	497	453	372	453	380	399	5,0%	-11,9%	1 604	-5,1%
Poste (en tonnes)	108	81	79	104	129	123	153	213	164	-23,0%	27,1%	653	49,7%

Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

¹⁶Certaines données relatives aux activités portuaires et aéroportuaires ne sont pas disponibles au moment de la rédaction de ce bulletin.

LISTE DES PUBLICATIONS

<ul style="list-style-type: none"> - La lettre mensuelle de l'IEDOM (12 numéros par an) - Le bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière Suivi de la conjoncture économique - Le rapport annuel : <ul style="list-style-type: none"> - fascicule Mayotte - fascicule Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ou Saint-Pierre-et-Miquelon - Le rapport d'activité IEDOM 	<p align="center">Diffusion électronique gratuite sur www.iedom.fr</p>
<p>Les Notes de l'Institut d'émission</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008) - Les filières des déchets en Guadeloupe (octobre 2008) - La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008) - Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (décembre 2007) - Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007) - Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007) - Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007) - La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007) 	<p align="center">Diffusion électronique gratuite sur www.iedom.fr</p>
<p>Les Notes expresses</p>	
<p>N°59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (<i>avril 2009</i>) N°58 La gestion des déchets à la Martinique (<i>avril 2009</i>) N°57 Synthèse de la conjoncture à Saint-Pierre et Miquelon en 2008 (<i>mars 2009</i>) N°56 Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (<i>mars 2009</i>) N°55 Synthèse de l'année 2008 en Guyane (<i>mars 2009</i>) N°54 Synthèse de l'année 2008 à La Réunion (<i>mars 2009</i>) N°53 Synthèse de la conjoncture à Mayotte en 2008 (<i>mars 2009</i>) N°52 – La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008) N°51 – Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008) N°50 - La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008) N°49 - Le tourisme à la Réunion (janvier 2008) N°48 - Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007) N°47 - Les coopératives agricoles de Guyane (novembre 2007) N°46 - Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)</p>	<p align="center">Diffusion électronique gratuite sur www.iedom.fr</p>
<p>Les Notes sectorielles</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 : Industrie – BTP – Commerce (décembre 2006) - Profils d'entreprises dans les DOM en 2002 et 2003 : L'industrie 	

Ces études sont disponibles à l'agence IEDOM de Mamoudzou : Avenue de la Préfecture BP 500 – 97600 Mamoudzou. Tél : 02.69.61.05.05 – Fax : 02.69.61.05.02 – mél : agence@iedom-mayotte.fr et à la division Communication au siège de l'IEDOM à Paris : 5, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12 – Tél : 01.53.44.41.55. Pour des téléchargements gratuits, consulter le site www.iedom.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer assure :

- ❖ Des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n° 2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n° 59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « *au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France* » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ainsi qu'à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenue des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.

- ❖ Des missions d'intérêt général directement confiées par l'État :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public,
 - un rôle d'observatoire économique.
 - Médiateur départemental du crédit

- ❖ Des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations : www.iedom.fr

L'Institut d'émission apporte dans les Dom, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves. BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer en septembre 2009

Dépôt légal : septembre 2009